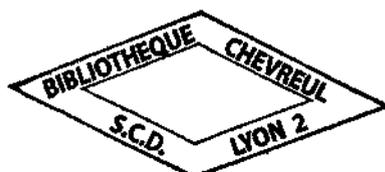


UNIVERSITE LYON II

Institut de Formation aux pratiques psychologiques,  
sociologiques et éducatives.



**APPORT CRITIQUE  
DE L'ALPHABETISATION FONCTIONNELLE  
DES ADULTES PAYSANS CENTRAFRICAINS.**

**L'EXPERIENCE DE LA REGION DE BOSSANGOA :  
1978-1983**

**BAH-GAYN de GAULLE Thomas**

THESE présentée pour  
le Doctorat de 3e cycle  
des Sciences de l'Education

Sous la direction de  
Maurice MANIFICAT

LYON 1984

631 201

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE .....	1
PREMIERE PARTIE .....	10
DE L'ORALITE A L'ECRITURE	
<u>CHAPITRE I</u> - <u>ANALYSE ORGANISATIONNELLE DE LA REGION DE BOSSANGO</u> .....	11
A - ORGANISATION SOCIALE .....	13
1 - Le monde visible .....	13
a) La famille .....	14
b) L'habitat .....	16
c) Le village .....	17
2 - Le monde invisible ou sacralité cosmique .....	19
B - CONCEPTION DU TEMPS ET DE L'ESPACE ET ORGANISATION ECONOMIQUE .....	22
1 - Le Temps et l'Espace .....	22
2 - Organisation économique .....	24
<u>CHAPITRE II</u> - <u>EDUCATION A TRADITION ORALE</u> .....	29
A - LES FORMES VERBALES DE LA CULTURE ORALE .....	30
1 - La parole, comme verbe .....	30
2 - Le Conte, comme source historique .....	30
3 - Le Proverbe, comme cheval de la parole .....	31
4 - Les devinettes, comme test d'intelligence .....	33
B - LES FORMES INSTITUTIONNELLES DE LA CULTURE ORALE .....	36
1 - L'attribution des noms, comme approche d'individuation .....	36
2 - L'initiation, comme méthode d'intégration sociale .....	36
3 - De la pédagogie à la Didactique initiatoire .....	38



Alphabétisation fonctionnelle.

- 1) Le rattrapage scolaire ..... 76
- 2) L'intégration nationale ..... 76
- 3) L'intégration sociale ..... 76

CHAPITRE III - EVALUATION DES ACTIONS D'ALPHABETISATION FONCTIONNELLE .79

- A - EVALUATION EDUCATIONNELLE ..... 79
- B - EVALUATION ECONOMIQUE ..... 89
  - Répartition du temps de travail agricole ..... 93
- C - EVALUATION SOCIOLOGIQUE ..... 95

TROISIEME PARTIE ..... 100

QUELLE EDUCATION-ALPHABETISATION-FORMATION POUR UN DEVELOPPEMENT ?

CHAPITRE I - CULTURE - EDUCATION - DEVELOPPEMENT ..... 104

- A - DE LA CONVENTIONNELLE A LA GLOBALITE ..... 107
- B - COMMENT REALISER UNE EDUCATION PARTICIPANTE DANS UNE PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT ENDOGENE ..... 110
  - La première étape ..... 110
  - La deuxième étape ..... 111
  - La troisième étape ..... 112
  - La dernière étape ..... 113
- C - QUEL DEVELOPPEMENT POUR LES PAYSANS ? ..... 114

CHAPITRE II - QUELQUES PRINCIPES D'UNE EDUCATION - ALPHABETISATION

FORMATION ..... 119

- 1 - Offrir un savoir-faire immédiatement utilisable ..... 121
- 2 - Offrir un apprentissage ne nécessitant pas l'alphabet .. 121
- 3 - Intégrer la femme à tout processus de développement .... 124
- 4 - Quel langage et quel type de langue pour l'alphabétisation ..... 138

CHAPITRE III - ETAPES D'UNE EDUCATION-ALPHABETISATION-FORMATION .. 144

- A - VERS UNE STRATEGIE NOUVELLE DE L'ALPHABETISATION DES PAYSANS ..... 144

B - LES ETAPES D'UNE EDUCATION-ALPHABETISATION-FORMATION...	149
1 - L'étude du milieu .....	149
2 - Définition des objectifs d'éducation-alphabétisation .....	150
3 - Définition des contenus du programme et matériel pédagogique .....	152
1-Recrutement .....	152
2-Formation .....	153
C - NIVEAUX DE FORMATION .....	154
1 - De la stratégie à la formation .....	154
a) La formation théorique .....	154
b) Formation pratique .....	155
c) Formation par la vie au village .....	155
2 - De la formation socio-économique et socio-culturelle .....	155
3 - De la formation professionnelle .....	156
4 - Divers modèles de formation-éducation .....	157
Contenu du programme .....	159
D - RECHERCHE DES ELEMENTS DE MOTIVATION EN VUE D'UNE "ANDRAGOGIE"-FORMATION .....	162
La méthodologie globale .....	163
Animation-Participation et Développement .....	165
CONCLUSION GENERALE .....	170
ANNEXES .....	183
BIBLIOGRAPHIE .....	254

T R O I S I E M E   P A R T I E

QUELLE EDUCATION - ALPHABETISATION-FORMATION POUR UN DEVELOPPEMENT ?

"L'oreille n'est jamais trop vieille pour apprendre".  
(Proverbe africain)

Il ne suffit pas de décrire une situation ; encore faut-il définir ensuite la stratégie la plus propre à modifier la situation ainsi dénoncée. L'alphabétisation préconisée devrait permettre aux paysans de se défendre des éléments "dissolvants"<sup>(1)</sup> qui les menacent, de l'extérieur comme de l'intérieur. Pour cela, il faudrait organiser le village, lequel constitue la cellule de base de la vie sociale des paysans.

Le Village, habitat concentré, facilite les rencontres et échanges entre individus par sa structure de décision démocratique qu'est la palabre, méthode d'analyse des problèmes et recherches en commun des solutions les plus satisfaisantes pour tous ; le chef, primus inter pares, assisté du conseil des chefs de famille, règle et décide de l'avenir du village. Cette homogénéité socio-culturelle de celui-ci pourrait permettre une éducatibilité rapide des paysans.

Dans les années 60, 70, il était fréquent de voir, dans les projets gouvernementaux, associer "éducation-alphabétisation et développement", aujourd'hui, il en est différent. C'est pourquoi nous voudrions cerner les relations entre ces notions d'alphabétisation, d'éducation, de culture et de développement, trop souvent définies selon les intérêts des autorités politiques et administratives et non selon ceux de la masse paysanne.

Aujourd'hui, le paysan Centrafricain ne peut plus être considéré comme un outil primitif de production, dont les conditions de vie matérielles, culturelles et morales seraient laissées au bon vouloir des dirigeants, à la philanthropie d'organismes religieux et aux vellétés administratives. Déjà le décret du 5 Avril 1940 et l'arrêté général du 30 Janvier 1946 assignaient aux administrateurs coloniaux un but précis : "améliorer le niveau de vie des populations autochtones et leur permettre de contribuer à l'évolution économique du pays". On ne peut dire mieux à l'époque.

Le paysan a droit à l'information et à la formation pour se prendre en main lui-même. La Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par les Nations Unies le 10 Décembre 1948 et ratifiée par la République Centrafricaine, stipule dans son article 26 :

\*\*\*\*\*

(1) KIZERBO (J), Historien voltaïque, Membre du Conseil Exécutif de l'UNESCO.

1) "Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2) L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes sociaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3) Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants".

Nous avons essayé, dans la première partie de ce travail, de dégager des traits fondamentaux des paysans de la région de Bossangoa, pour voir comment les ouvrir à l'éducation, entendue comme droit reconnu, notamment à l'alphabétisation fonctionnelle ; or, les résultats obtenus par celle-ci ne correspondent pas aux attentes des administrateurs comme des administrés ; cela nous oblige donc à ouvrir un débat sur l'avenir de la formation et de l'alphabétisation de ceux-ci. Or le problème du sous-développement et du développement des régions demeure souvent l'affaire de la bureaucratie centrale, sans intégration de la masse laborieuse paysanne aux actions entreprises. Aujourd'hui, il n'est plus possible d'éloigner les paysans de l'étude de ces problèmes. Il faudrait leur laisser la parole pour qu'ils découvrent eux-mêmes leurs problèmes, en recherchant les causes et, enfin, se concertent sur les solutions à trouver. L'inventaire des besoins et l'analyse des différentes solutions à envisager devrait donc, à notre sens, être le leitmotiv de tout animateur.

L'éducation, voire l'alphabétisation, ne conduit pas automatiquement à l'emploi ; désormais, il faudrait la concevoir en relation étroite avec les objectifs et attentes d'un développement endogène, par lequel toute la population est concernée. Il ne peut y avoir de développement véritable sans la paysannerie. Il ne peut plus négliger la culture locale de ce peuple. C'est donc le problème de l'éducation-alphabétisation-formation qui retiendra maintenant notre attention. Culture-éducation et développement, ces notions qui ont des liens entre elles mais sont

insuffisamment définies, constitueront l'objet du premier chapitre. Le deuxième tentera de préciser quelques principes fondamentaux d'une alphabétisation des adultes paysans, en relation avec le grand problème de la langue. Le dernier suggèrera quelques pistes méthodologiques d'alphabétisation susceptibles de porter des fruits dans les campagnes centrafricaines en général, celle de Bossangoa en particulier. Culture, Education, Alphabétisation et Développement coexistent-ils ou s'opposent-ils quand il est question d'une cause commune : l'épanouissement de l'homme et de la femme ?

## C H A P I T R E I

### CULTURE - EDUCATION - DEVELOPPEMENT

Notre réflexion actuelle sur l'alphabétisation part du constat d'échec de nombreuses opérations d'alphabétisation fonctionnelle, lancées de manière trop technocratique et centralisée par des agences gouvernementales ou internationales ; elle met l'accent sur l'émergence progressive de nouvelles aspirations, ainsi une question nous vient-elle à l'esprit : une autre alphabétisation, intégrant les valeurs culturelles et techniques des paysans, est-elle possible ?

Cette nouvelle approche doit tenir compte de la culture des paysans, de leur éducation initiale et de leur conception du développement. Considérés souvent à tort comme les "damnés de la terre" (1), ils ont en effet des talents potentiels insoupçonnés pour lire le monde sans avoir jamais eu la chance d'apprendre à lire les mots. La production et la transmission des connaissances se font par l'oralité. L'écrit ne constitue pas le seul instrument de transmission, de reproduction et de création des connaissances.

Tout homme vit dans un univers culturel qui lui est propre et qui est l'ensemble des moeurs, habitudes religieuses, morales qui forment les traits distinctifs de sa société ; l'éducation en est le moyen de transmission d'une génération à une autre. D'autre part, la culture peut aussi être présentée comme étant en soi une valeur ; c'est ainsi que l'on parle d'un "homme cultivé" ou d'une personne "manquant de culture".

En conséquence, être cultivé, c'est se situer par rapport à trois dimensions du temps :

\*\*\*\*\*

(1) FANON Frantz, Les damnés de la terre, col. 10/18.

- 1) "se situer par rapport à son passé, c'est-à-dire à ses racines, à son histoire, savoir d'où l'on vient.
- 2) se situer par rapport au présent, c'est-à-dire savoir pourquoi on vit et comment on entend vivre.
- 3) se situer par rapport au futur, c'est-à-dire par rapport à ce que l'on veut faire ou devenir, et donc par rapport à ce que signifie pour chacun de nous, individuellement ou en groupe, le progrès, l'avenir, le bonheur ..." (1). L'homme cultivé est donc celui qui connaît ses racines, comprend ce qu'il vit et sait aussi où il veut ou il ne veut pas aller. Pour les paysans, ces connaissances du passé, du présent et du futur sont observées à travers des signes, des symboles et transmises par l'oralité. La structure de la personnalité est dépendante de la culture dans laquelle elle évolue. Ici, la culture est considérée comme un système de valeurs fondamentales de la société paysanne. Elle se vit dans un monde magico-mystique, qui est un espace naturel auquel le paysan s'adapte, dans lequel il ne s'attribue aucun rôle de puissant mais de participant. Il organise l'espace selon un ensemble d'éléments cohérents, complémentaires entre eux.

Ainsi vit-il dans un univers symbolique, créé par lui, où toute réalité est, pour lui, symbolique. Les individus sont soumis à des processus d'apprentissage, complexes dont le contenu dépend de l'environnement.

Souvent, on a l'impression que le monde paysan est un monde intact, pur et figé, où la vie s'écoule sans heurts, dans l'immobilisme et la passivité. Ce monde est considéré comme le réservoir de la tradition, assimilée au passé, comme un frein à toute innovation. En général, on oublie que l'être qu'on dit inculte relève en fait d'une culture et d'une culture non seulement liée à son milieu de vie mais personnalisée. "Il s'agit évidemment de cette totalité où entrent les ustensiles et les biens de consommation, les chartes organiques réglant les divers groupements sociaux, les idées et les arts, les croyances et les coutumes.

\*\*\*\*\*

(1) Revue Information et Commentaire, art. Education, Culture et Développement. Institut catholique, Lyon, Juillet-Septembre 1981, p. 3.

Que l'on envisage une culture très simple ou très primitive, ou bien au contraire une culture complexe très évoluée, on a affaire à un vaste appareil, pour une part matériel, pour une part humain, et pour une autre encore spirituel, qui permet à l'homme d'affronter les problèmes concrets et précis qui se posent à lui. Les problèmes sont dûs au fait que le corps humain est l'esclave de divers besoins organiques et qu'il vit dans un milieu qui est à la fois son meilleur allié puisqu'il fournit les matières premières de son travail manuel, et son pire ennemi puisqu'il fourmille de forces hostiles" (1). La culture est une totalité et, comme telle, envahit la vie quotidienne du paysan et ne peut être ignorée dans tout projet, fut-il ponctuel. Or, peut-on affirmer que, depuis l'Indépendance, le sort des paysans a été amélioré ? La situation de marginalisation du monde rural s'est aggravée avec le processus de la scolarisation généralisée. Enfin, le sous-développement de la campagne est un phénomène global qui inquiète et demande qu'on y réfléchisse. L'éducation populaire n'exige pas nécessairement des moyens financiers très élevés mais un choix politique clair, pour diminuer l'analphabétisme. La civilisation du livre envahit progressivement la République Centrafricaine, même dans les communes rurales, et personne ne peut y échapper, car toutes les formalités administratives supposent la maîtrise de la lecture et de l'écriture. Au tribunal, un paysan illettré ne peut compter entièrement sur l'interprète pour défendre sa cause et la plupart vivent dans l'ignorance des lois qui les protègent de l'arbitraire ou de l'injustice. Ils sont d'autant plus exclus que ces lois sont écrites et promulguées en français, qui demeure le moyen privilégié d'accès au travail salarié.

Au moment où la lutte contre l'analphabétisme paraît liée au droit de tout homme à l'éducation et conditionne le développement économique et social, l'alphabétisation fonctionnelle des adultes paysans de la région de Bossangoa reste un pur slogan de propagande, une motion et un vœu pieux de l'appareil politique. L'obscurantisme tend à devenir une méthode de gouvernement ; dans la mesure où il manque une politique réelle et résolue de formation des masses paysannes. La fonctionnalité de l'alphabétisation ne s'applique qu'à la production et au rendement des cultures d'exportation mais délaisse les domaines de la politique, de la santé, de la culture vivrière, en un mot de l'éducation.

\*\*\*\*\*

(1) MALINOWSKI Baonislav, Une théorie scientifique de la culture, trad. de l'anglais par Pierre Clinquant, Paris, Maspero, 1968, col. points, Ed. Seuil, pp. 33-36.

Or le facteur humain est le fondement de tout développement réussi ; d'où la priorité à accorder à l'éducation. Comment, par elle, aider les paysans à poser leurs vrais problèmes et à trouver des solutions, à décider des actions à entreprendre ? Comment les former à une situation nouvelle, où le développement ne serait plus le privilège d'une minorité mais une affaire collective, qui concernerait l'ensemble de la population depuis la capitale jusqu'au dernier village de la brousse ? Quelle stratégie éducative mettre en oeuvre, qui tienne compte de leurs problèmes ? Comment assumer les apports nouveaux sans opérer une cassure dans leur vie ? Où situer la femme dans le nouveau système de production villageoise ?

La vie entière de l'individu n'est rien d'autre que le processus de naissance à soi-même. Cette naissance à soi se réalise dans l'éducation. "L'éducation a longtemps eu pour unique fonction de transmettre les valeurs, les savoirs et les techniques que les adultes proposent ou imposent à la jeunesse, en vue de son intégration à leur société ; c'est pourquoi elle pouvait s'inscrire tout entière dans les devoirs de l'Etat à l'égard de ses citoyens, dans la transmission du maître à l'écuyer, et dans le rapport familial de l'enfant à ses parents" (1). Le monde actuel ne se contente plus de l'Ecole comme l'unique source du savoir car l'éducation qui émane du tissu social de l'humain accorde à tous la chance de participer au patrimoine culturel.

L'éducation est un processus d'acquisition d'un savoir-dire, d'une part, et d'un savoir-faire, d'autre part. Elle est l'acte qui consiste à conduire et à guider un enfant ou un adulte en l'arrachant à un état initial que l'on considère comme devant être dépassé. Elle vise la totalité de la personne. C'est par cette visée qu'elle est souvent opposée à l'enseignement ou à l'instruction.

#### A - DE LA CONVENTIONNELLE A LA GLOBALITE

Ainsi nous trouvons-nous devant deux types d'éducation.

\*\*\*\*\*

(1) FAURE (E), Apprendre à être, Paris, Unesco-Fayard, 1972, 368 p.

1) Celle que l'on appelle conventionnelle et formelle, symbolisée par l'Ecole, analysée précédemment.

2) Celle que l'on appelle non formelle, globale.

Eduquer, c'est transformer, agir sur une personne ; mais cette transformation et cette action sont acceptées, voire souhaitées et voulues, selon les dispositions des demandeurs en éducation. Si l'éducation est une action réciproque de deux sujets l'un envers l'autre, qui aboutit à la transformation des deux personnalités en présence, elle ne devrait pas être imposée mais proposée et souhaitée. A la limite, chacun deviendrait éducateur de l'autre.

"L'éducateur a la responsabilité de l'éduqué. Il assume le devoir d'aider l'éduqué à connaître, à savoir, à savoir agir, à progresser même si l'éduqué est pour beaucoup dans son propre développement et dans ce progrès, même s'il désire ou s'il veut son éducation" (1). Selon M. Mialaret, l'éducation peut se résumer en "responsabilité du côté de l'éducateur, désir et volonté du côté de l'éduqué". Ainsi, l'éducation se distingue-t-elle de l'enseignement, qui est programmé et répétitif.

1) L'éducation conventionnelle et formelle, comme nous l'avons souligné, est un système structuré de lois, d'institutions, de programmes, de méthodes, de systèmes d'examen et de sélection se référant à une certaine philosophie. Elle est un processus de socialisation qui introduit dans la vie du groupe et vise à transmettre des modèles de conduites, de comportement, de connaissance et de réflexion, en vue d'assimiler un savoir et un savoir-faire technique et qualifié permettant de jouer un rôle social. Elle permet de favoriser la cohésion sociale en posant des limites aux variations des comportements ainsi que des limites à l'accès aux différentes catégories du savoir, c'est la méthode de sélection par voie d'examen et de concours ; de perpétuer ou d'instaurer un projet de société hiérarchisée, fondée sur un certain type de division du travail et sur un choix déterminé de secteurs d'activités, économique, politique et culturelle. Ces modèles sont le plus souvent définis par le pouvoir politique et par les couches dominantes de la Société.

\*\*\*\*\*

(1) MIALARET (G), Vocabulaire de l'éducation, Paris, P.U.F, 1979, p. 192, vol. 2.

Elle entraîne le maintien des valeurs propres à un certain type de couches sociales. Elle ne fait que reproduire les mêmes castes dans certains cas. Ce schéma éducatif écarte la masse paysanne du partage des connaissances. Celles-ci, bien réparties et bien jugulées, pourraient contribuer au développement économique, politique, social et culturel du pays. Mais le constat est celui de l'effet contraire. Bref, elle a fourni à une majorité sociologique des méthodes d'analyse et d'interprétation des événements constituant la vie du groupe régional, national et international. Elle permet à ces privilégiés de faire des comparaisons, des analyses, des analogies avec d'autres cultures. Dans cette éducation, les enseignés participent très peu à la sélection des méthodes qu'on leur impose. Ils ont une fonction passive et consommatrice ; c'est ce que Paulo Freire appelle une fonction "bancaire" (1), où l'on ne fait que déposer le savoir sans la maîtrise.

Depuis quelques années, l'Ecole s'est confrontée avec des problèmes de culture, d'éducation et de développement en Centrafrique. Et, timidement, on essaie de faire quelque chose mais sans conviction. Elle prépare plutôt à la copie d'une civilisation, d'une économie capitaliste qu'à celle qui est voulue, souhaitée et attendue par les paysans. L'Ecole, initialement conçue pour une société et une culture données, n'est pas adaptée dans la planification socio-économique et socio-culturelle centrafricaine.

2) L'éducation scolaire ne répondant pas aux attentes rurales, les responsables politiques se sont orientés vers l'alphabétisation fonctionnelle dans le but de promouvoir la participation des paysans à la production intensive du coton. Cette fonctionnalité de l'alphabétisation était définie comme "apportant à l'homme un mieux-être, une meilleure participation sociale, une maîtrise de la nature plus efficace et réfléchie, un accroissement de sa production" (2). En d'autres termes, c'est toute activité éducative structurée et organisée dans un cadre non scolaire: apprentissage, mouvements des jeunes, clubs et associations diverses. Elle permet de prendre en compte la culture locale, c'est-à-dire la façon de se situer dans le temps et dans l'espace par rapport au passé,

\*\*\*\*\*

(1) FREIRE (P), Pédagogie des opprimés, Paris, Maspéro, petite col. 207 p, p. 130.

(2) CONVERT (R), L'évaluation des programmes d'alphabétisation, guide pratique, UNESCO, 1979, p. 12.

au présent et à l'avenir ; et de prendre aussi en considération la conception de la vie, du progrès, du travail et l'ensemble des besoins culturels, économiques et sociaux de la société paysanne. Elle doit mobiliser l'ensemble des ressources humaines et matérielles du pays en vue de l'épanouissement de la population toute entière. Ce système éducatif ne peut appeler à la participation que si la population concernée est invitée à l'élaboration des programmes.

#### B - COMMENT REALISER UNE EDUCATION PARTICIPANTE DANS UNE PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT ENDOGENE.

Tout système éducatif doit être construit en tenant compte des besoins personnels et collectifs d'une population : besoins économiques, sociaux et culturels. Cela suppose une sélection rigoureuse des habitudes et coutumes susceptibles de l'épanouir et, d'éviter un conflit de principe. L'éducation globale doit s'appuyer sur les techniques existantes pour élaborer son programme afin de faciliter sa mise en place.

Les contraintes souvent rencontrées dans la paysannerie sont liées à la culture et surtout au système cultural. Elles émanent du principe que "N'importe qui ne peut pas faire n'importe quoi". A chacun son rôle et chaque chose à sa place. Nous sommes dans une région de niveau agro-artisanal, où la philosophie du progrès matériel se heurte souvent à la vision culturelle du progrès issue des croyances. Décider de ce qui serait fait ou pas revient de facto aux spécialistes religieux agréés. D'autres contraintes résultent de la définition même du développement, et surtout de celle des besoins éducatifs. Nous envisageons, pour y pallier, quatre étapes.

La première étape serait l'identification des besoins éducatifs.

Qu'est-ce qu'un paysan attend de l'éducation, de l'alphabétisation ? Il demande qu'on l'écoute, qu'on lui donne la parole et qu'on l'aide à analyser lui-même les problèmes qu'il rencontre au niveau agricole. Pour cela, il faudrait partir avec lui de sa situation et de ses problèmes, pour réfléchir avec lui aux solutions possibles, l'aider à s'organiser et se former pour passer à l'action.

L'étude des motivations et des attitudes face au projet coton, dont la réussite dépend peut-être moins des moyens financiers investis que de l'attitude du milieu à l'égard des innovations capables de bouleverser l'équilibre traditionnel, est primordial. Il faudrait créer un espace de désir car, face à un paysan qui n'éprouve nullement le besoin de lire et d'écrire, les meilleures méthodes d'alphabétisation s'avèrent inefficaces. Travailler pour un développement des paysans requiert une certaine maîtrise des données complexes, concernant les croyances, la vision du monde et de l'homme, les systèmes agraires, l'organisation sociale, les comportements et les attitudes. Cette démarche d'identification des besoins, c'est ce que M. Belloncle appelle "l'auto-analyse" (1) qui, est une recherche des problèmes quotidiens du village. Elle implique une discussion générale des changements que le village a connus dans le domaine de l'agriculture depuis que les vieux ont eux-mêmes commencé à cultiver. Ces discussions porteront sur la situation agricole, de la surface cultivée, de l'intention de la culture du coton, pour savoir si elle a entraîné une diminution des superficies consacrées aux céréales (mil, maïs, sorgho) et de l'utilisation du matériel agricole. "Avant d'amener les villages à innover, il faut se donner le temps de leur faire découvrir les changements nécessaires qui constituent la seule solution à leurs problèmes" (2).

L'essentiel de "l'auto-analyse", ce sont des discussions, des débats, des enquêtes, des interviews, des entretiens sur l'économie et la culture du monde paysan. Les résultats ainsi obtenus permettront de définir les objectifs de l'éducation.

La deuxième étape consisterait dans la définition de ceux-ci et d'une stratégie éducative, détiendront un élément essentiel du processus de libération permanente, laquelle éducation devrait être un moyen pour les paysans de se défendre contre l'administration envahissante, et surtout, de se prendre en charge. L'alphabétisation des adultes ne se réduirait pas seulement à un ensemble de technique et de méthode de savoir lire-écrire-calculer, mais serait un enseignement du savoir-faire

\*\*\*\*\*

(1) BELLONCLE (G), Le chemin des villages, p. 8. La trame de cette partie est sous-tendue par les analyses de l'auteur.

(2) ELA (J.M.), L'Afrique des villages, p. 153.

et du savoir-être. Elle serait une éducation pour la vie, par la vie, qui devrait leur faire prendre conscience que leur avenir est dans leurs mains et non seulement dans celles des intellectuels. Pour répondre efficacement à leurs besoins, ils devront participer effectivement à la définition des objectifs ; pour cela, une nouvelle stratégie éducative est nécessaire.

Celle-ci partirait de l'expérience et de la connaissance des paysans. Elle devrait être globale, c'est-à-dire embrasser l'ensemble des formes et niveaux d'éducation et, intégrée à d'autres objectifs politiques, sociaux et économiques dans lesquels l'éducation entrerait en tant qu'élément constitutif. Elle devrait, à terme raisonnablement long, s'entendre en rapport avec la cadence probable d'évolution des choix politiques et enfin, dynamique, afin de tenir pleinement compte du processus créateur d'évolution et d'innovation, qui serait appelé à modifier en cours de route les données du système telles qu'elles étaient connues au départ.

"L'évolution de l'éducation étant étroitement liée à celle des facteurs socio-économiques, la stratégie éducative ne peut remplir efficacement son rôle qu'à la condition d'être constamment référée aux aspirations, aux besoins et aux ressources de la société nationale dans son ensemble" (1).

La troisième étape serait consacrée à la définition des contenus, des programmes et du matériel pédagogique : les planificateurs du projet d'alphabétisation devront y faire participer le paysan, car celui-ci a tendance à reproduire les situations d'apprentissage qu'il a lui-même vécues plus encore que les connaissances qu'on lui a enseigné. La formation concernerait la vie réelle et les expériences vécues ; celles-ci deviendraient le contenu des programmes. Cela permettra de maintenir le lien entre action et réflexion. Le schéma présenté dans Les Carnets de l'enfance (2) nous semble, à cet égard, intéressant et mérite d'être reproduit.

\*\*\*\*\*

(1) FAURE (E). Apprendre à être, p. 194.

(2) Les Carnets de l'enfance, revue sur l'enfance, la jeunesse et les femmes dans le développement, n° 51/52, automne 1980, UNICEF, Genève.

a) Définition des thèmes générateurs à partir d'une enquête dans les collectivités rurales où sont créés les centres d'alphabétisation fonctionnelle. Elle doit porter sur l'intérêt du paysan à acquérir des connaissances dans différents domaines, agriculture, médecine préventive, nutrition-assainissement, hygiène, organisation villageoise.

b) Réflexion : discussion du contenu des thèmes générateurs .

c) Action : utilisation de techniques de communication de groupe, de matériel et d'équipement audio-visuel.

d) Réflexion : discussion des résultats et proposition de solutions par les paysans.

e) Praxis : acceptation d'une réalité nouvelle et mise en oeuvre d'activités concrètes pour résoudre les problèmes de développement pour la collectivité et par la collectivité.

Enfin, la dernière étape ferait la mise en application du projet éducationnel en vue d'un développement endogène et autocentré. Cela suppose des ressources humaines et éducatives. C'est la participation autonome du paysan à sa propre formation, avec l'aide des animateurs recrutés et formés conformément aux étapes décrites antérieurement, qui est fondamentale. Il faudrait laisser la plus grande marge de liberté possible au paysan, au point de pouvoir parler "d'auto-formation assistée". Cette option change la pratique éducative et le rôle de l'animateur. Le paysan doit être responsable également de son propre rythme de formation, afin d'y participer et, chaque fois que c'est possible, évaluer de plus en plus lui-même l'obtention de ses objectifs.

Cette vision est nouvelle et demande des cadres compétents et soucieux de l'avenir des paysans. Dans la conjoncture nationale actuelle, elle est utopique parce qu'elle enlève à certains intellectuels leur pouvoir et leur vision de domination. Mais l'auto-formation doit être la soupape de l'alphabétisation dans le monde rural. On n'est jamais mieux servi que par soi-même. L'auto-formation, selon B. Schwartz, peut prendre quatre formes différentes :

- "1) Une relation d'assistance technique, où le maître (animateur) devient le médiateur des moyens qui servent à communiquer le savoir,
- 2) Une relation d'assistance pédagogique, qui assure le suivi pédagogique continu de l'étudiant (animé) au plan des contenus et des objectifs possibles comme au plan des moyens et procédures d'évaluation.
- 3) Une relation d'assistance, au niveau des attitudes cette fois, qui a essentiellement pour but de l'aider à réfléchir sur ses propres attitudes et à se libérer des modèles véhiculés par le formateur lui-même.
- 4) Une relation d'assistance par équipe de professeurs (animateurs)\* dont les buts principaux sont de permettre une meilleure souplesse dans le fonctionnement des professeurs (animateurs), d'assurer une plus grande variété dans la guidance et l'orientation des étudiants (animés) et de proposer à ceux-ci plusieurs modèles d'identification" (1).

L'éducation devrait donc favoriser une égalité d'accès à l'information et aux services offerts par l'administration. Elle devrait rendre l'information compréhensive et fournir aux défavorisés les moyens d'une productivité. Elle devrait "assurer loyalement des chances égales à chacun non comme on s'en persuade généralement aujourd'hui encore, à garantir un traitement identique pour tous, au nom de l'égalité, mais bien à offrir à chaque individu une méthode, une cadence, des formes d'enseignements qui lui conviennent en propre" (2).

#### C - QUEL DEVELOPPEMENT POUR LES PAYSANS ?

Depuis l'Indépendance, les dirigeants centrafricains n'ont cessé de parler du développement et, maintenant, du développement rural. Mais existe-t-il vraiment une politique d'encadrement agricole mise en place à cet effet ? Si le développement est une mutation de toutes les structures d'une société, cette mutation est-elle observée dans la région

\*\*\*\*\*

\* Les entre-parenthèses sont mentionnées par nous.

(1) SCHWARTZ (B), L'éducation demain, Paris, Ed. Montaigne, 1973, pp.180-187.

(2) FAURE (E), Apprendre à être, p. 87.

de Bossangoa ? Le développement rural serait la clef de voûte de tout développement dans la région et l'alphabétisation devrait aller vers les paysans en s'attachant à les écouter et s'inspirer de leurs problèmes pour élaborer ses programmes.

Que signifie développement rural dans un système socio-économique où les possibilités de promotion s'ouvrent beaucoup plus largement dans les grandes villes que dans les campagnes ? Lors notre étude de terrain, nous avons constaté qu'aucun souffle n'animait les ruraux, moins encore les paysans. Rien ne révélait la valeur de leur présence et de leur travail dans la communauté nationale ; le néo-colonialisme a favorisé la séparation de la Capitale et des campagnes, en vue de se conserver et de maintenir les ruraux dans l'assujettissement alors qu'ils demeurent les principaux créateurs des richesses et du revenu national. Cette paupérisation provoque l'exode rural, signe des sociétés en désarroi.

Nous disions : Quel développement pour les paysans ? Mais le mot comporte plusieurs acceptions. Pour certains, c'est d'abord la possibilité de mieux couvrir les besoins fondamentaux de la vie, besoins quantitatifs et qualitatifs. Pour d'autres, c'est une création d'un espace vital où l'homme pourrait s'épanouir politiquement, socialement, économiquement et culturellement. Après s'être longtemps limitée aux réalités économiques, la notion de développement s'était élargie et diversifiée de manière à englober les aspects dits sociaux, à savoir la santé, l'éducation et la vie culturelle.

Jadis, l'on pensait que l'éducation, enseignement et développement coïncidaient nécessairement ; aujourd'hui, il n'y a plus aucune adéquation entre ces trois concepts. Les responsables politiques pensaient que l'Ecole dégageait d'elle-même l'emploi et même le suscitait ; actuellement, on s'aperçoit que c'était une illusion. L'emploi n'est plus assuré, quelle que soit la filière scolaire choisie. La bureaucratie, seul débouché en R.C.A. n'embauche plus. Le développement tant prôné au lendemain de l'Indépendance s'évanouit derrière les slogans vides de sens. L'essor du capitalisme naissant se nourrissait de la destruction des équilibres socio-économiques traditionnels. Il impliquait une main-d'oeuvre prête à se vendre dans les chantiers forestiers et caféiers, tandis que, dans la savane, les hommes de mil, de manioc et d'arachides étaient devenus ceux de coton.

L'introduction de la culture de rente se traduit par l'expropriation des terres dans certaines régions et entraînait ipso facto les déplacements de populations et de groupements des villages le long des pistes, appelées pistes cotonnières. La main -d'oeuvre devint uniquement réserve pour l'agriculture d'exportation. Le "travaillez-mangez pour tous" devint aléatoire, problématique. Nous assistons ainsi à la naissance de la violence : force mise au service du capital pour l'exploitation du paysan. C'est l'époque de la chicotte, de "R.P.F."\* et de travail forcé.

Le niveau très bas des prix à la production était un obstacle au développement cotonnier. Mais l'administration a pris les moyens pour imposer cette culture. Cultiver le coton faisait partie des contraintes administratives pour tous les adultes, avec menace d'emprisonnement ou d'amende. L'impôt est le moteur de l'exploitation du paysan. Cultiver le coton n'est autre chose que penser uniquement à l'impôt. L'intégration du coton dans l'économie nationale est ignorée. Le paysan passe de la civilisation de subsistance à la civilisation de l'économie de traite avec l'introduction du coton.

Le prix payé aux producteurs de coton était de 50 F. CFA par kilogramme et le montant de l'impôt de 2500 à 3000 F. par an. Il était donc nécessaire de produire entre 100 et 150 kilogrammes de coton pour payer l'impôt per capita. Aujourd'hui, le paysan n'est plus dupe, conscient de son exploitation par le pouvoir et son administration, il voit dans le coton une culture coloniale qui ne nourrit plus sa famille. L'impopularité de la culture de coton effectuée sans joie ni profit, est vigoureusement dénoncée par lui. Elle ne rapport rien et contribue à faire délaier les cultures vivrières qui sont les critères fondamentaux d'une autonomie.

L'économie de traite expose les paysans à la vulnérabilité et à l'insécurité alimentaire. Ils ne peuvent cultiver le coton et les produits vivriers en même temps. Ils doivent choisir et, souvent, sont contraints de se livrer à la culture du coton pour échapper à une tracasserie administrative très pesante. La sous-alimentation, devenue permanente,

\*\*\*\*\*

\* Le R.P.F. (Rassemblement Pour la France) parti politique français qui, pendant la colonisation, était associé aux travaux forcés, à la répression.

est absolument ignorée par l'administration bureaucratique centrale. L'économie de traite enferme les paysans dans le processus de paupérisation et de dépendance étrangère en matière d'alimentation.

Cette culture de coton fait apparaître en outre une série de conflits, dont celui du calendrier agricole est le plus évident. Ce nouveau système d'organisation du travail met en cause les aspects culturels de la vie sociale et religieuse des paysans souvent liés à l'organisation de la production de subsistance. Il faut cultiver le coton pour nourrir la bureaucratie et le monde paysan est appelé aujourd'hui à collaborer avec l'administration pour le meilleur et pour le pire, et c'est souvent pour le pire car il est plus exploité que les autres couches sociales. Il ne peut plus faire marche arrière. Cette nouvelle intégration implique l'écriture. L'oralité est dépossédée par l'écriture; or il serait suicidaire actuellement de se référer éternellement à la tradition orale comme valeur ineffable car l'écriture est devenue un mouvement irréversible.

Entre 1950 et 1970, on pensait que l'éducation scolaire reçue en Occident et transférée en République Centrafricaine pourrait favoriser un développement au lendemain de l'Indépendance. Mais cela produit l'effet inverse. Au lieu de créer des biens et services pour le pays, l'Ecole avait induit le sous-développement matériel et, surtout, mental. Le fameux décollage économique était resté lettre morte. C'est à partir de 1970, devant les échecs successifs, qu'on est attentif au problème éducationnel. Une nouvelle conception naissait. L'Ecole devait aller au village et le village à l'Ecole. On passait ainsi du savoir au savoir-faire ensemble. Un tel projet devrait être orienté vers les activités économiques, sociales et culturelles locales. Cette nouvelle vision impliquait donc que les enfants et les adultes apprennent à se servir des outils fondamentaux de pensée qui leur permettront de comprendre le monde et d'agir sur lui. L'Ecole ne pouvait devenir un foyer de culture et de développement que si son action était étroitement coordonnée avec d'autres dans le domaine économique, social et éducatif. L'intégration signifiait que l'Ecole devrait être au service de la communauté et non d'une petite minorité. Elle devait être une véritable émanation du village pour lequel elle était instaurée. Elle devait, par ailleurs, être orientée vers les besoins des peuples centrafricains et l'Etat ne serait que

le coordinateur et le garant de son fonctionnement. Cette démarche demande que culture, éducation et développement endogène (1) ne soient plus des expressions mais des concepts opérationnels intégrant la vie des paysans et répondant à leurs besoins quotidiens, ceci implique des principes fondamentaux.

\*\*\*\*\*

(1) Le concept d'endogénéité est souvent utilisé dans un sens beaucoup plus étroit, en référence à l'origine des intervenants étrangers ou nationaux, ou bien, à l'intérieur d'un même pays, agents du gouvernement, ou animateurs, issus de la communauté elle-même. (Mignot, Lefébure et J.M. Mignon, (sous la direction) éducation en Afrique : alternances ; p. 3).

## CHAPITRE II

### QUELQUES PRINCIPES D'UNE EDUCATION - ALPHABETISATION-FORMATION

"L'existence de quelque'un forme un tout qui ne peut plus être divisé : le dedans et le dehors. Le subjectif et l'objectif, le personnel et le politique retentissent nécessairement l'un sur l'autre car ils sont les aspects d'une même totalité et on ne peut comprendre un individu quelqu'il soit qu'en le voyant comme un être social (...)"  
Jean-Paul SARTRE (situation X).

L'alphabétisation n'exige ni âge, ni sexe, ni classe sociale. Elle demande des moyens financiers et humains et, surtout, de grands efforts. Quelle alphabétisation, et sur quels principes ?

La région de Bossangoa, zone rurale et agricole, a besoin d'une alphabétisation :

- qui soit la manifestation concrète de la volonté nationale et locale d'éradiquer l'analphabétisme,
- qui soit fondée sur la plus large participation des intéressés eux-mêmes et sur leurs besoins et leurs aspirations,
- qui constitue un instrument efficace de solution de problèmes individuels et contribue à la mise en oeuvre de programmes locaux ou nationaux de développement. Qu'enfin, reconnaître l'alphabétisation comme composante fondamentale d'un processus d'éducation permanente.

Ces objectifs ne sont réalisables que dans une culture, par une éducation, pour un développement pour les paysans et avec eux. Tout cela ne serait possible que grâce à certains principes fondamentaux, inhérents à la vie et réalités rurales, sans lesquels tout projet d'alphabétisation et de formation serait voué à l'échec. Nous en retiendrons quatre qui reflètent la réalité vécue de la région de Bossangoa, sont complémentaires et forment un tout indissociable. Il s'agit :

- 1) d'offrir un savoir-faire immédiatement utilisable.
- 2) d'offrir un apprentissage professionnel ne nécessitant pas obligatoirement l'alphabétisation, rendre l'oralité opérationnelle.

3) d'intégrer les femmes rurales au processus, car elles occupent une place prépondérante dans la famille et la communauté villageoise.

4) de réfléchir sur l'avenir de Sangö, comme véhicule de communication et d'alphabétisation.

Ces principes supposent, pour être viables, des méthodes d'application. Ainsi est-il important et urgent de faire un effort dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole.

Les comptes économiques du pays indiquent que la production agricole brute représente 51 % de la production nationale brute (P.N.B.); tandis que les effectifs de l'enseignement et de la formation personnelle agricoles ne représentent que 0,21 % de ceux de l'enseignement général et que les crédits qui lui sont affectés s'élèvent à 2,6 % par rapport à ceux de scolarisation généralisée, alors que consacrer 1 % du budget national à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles serait déjà une bonne chose. Cette formation devrait être un projet d'action prioritaire pour un pays comme la R.C.A. qui est agricole. Elle devrait être accompagnée d'une sensibilisation et d'une conscientisation aux problèmes ruraux, qui sont l'alimentation, la santé, l'hygiène, l'assainissement, etc...

L'alphabétisation des paysans doit être fondée sur les besoins (ressentis par ceux-ci, car le non instruit éprouve un sentiment d'exclusion et développe une attitude de retrait. Il se sent isolé, inactif et non participatif, ce qui entraîne chez lui le sentiment d'être moins concerné par le développement de sa région et de son pays. Il répète souvent, quand on lui parle de la responsabilité personnelle dans la production -que c'est l'affaire de Mundju voko, c'est-à-dire des "Biancs-Noirs" pour parler des évolués, des intellectuels et des bureaucrates. Il s'exclut d'office, du fait qu'il ne se sent pas concerné. Il s'engage quand il comprend l'intérêt d'une action. Il est méfiant quand les directives lui viennent d'en haut et surtout d'ailleurs. Ce milieu paysan est très gérontocratique, ce que l'éducation ne peut ignorer. Ainsi, alphabétiser, c'est lui donner confiance à partir de ce qu'il est, lui signifier que sa culture est importante, qu'il ne vit pas sur une tabula rasa et, aussi lui faire comprendre et accepter que tout acte qu'il pose a une répercussion sur la vie nationale.

## 1. - OFFRIR UN SAVOIR-FAIRE IMMEDIATEMENT UTILISABLE.

Le paysan est un homme de concret. Quand il sème, il s'attend à ce que ses semences poussent et portent des fruits pour sa famille et son village. Il n'est pas l'homme des théories et des projets à moyen et long terme. Il est l'homme de l'ici et du maintenant. Le futur, pour lui, c'est le présent en réserve, c'est-à-dire l'acquis. Ainsi, les programmes d'alphabétisation devront-ils tenir compte des réalités auxquelles sont confrontés les adultes analphabètes, aussi bien dans leur vie quotidienne que dans leur travail. L'alphabétisation devrait les aider à mieux identifier les causes et à rechercher les meilleurs moyens de les résoudre. Les connaissances acquises doivent être mises immédiatement à profit. Comment concilier la production de coton-produit d'exportation avec la production vivrière, produit vital de l'existence ? Les techniques enseignées par l'alphabétisation permettent-elles aux paysans de subvenir à leurs besoins essentiels qui sont, la nourriture, la santé ?

Ayant souvent été conçues par les privilégiés de l'écrit, les campagnes d'alphabétisation marginalisent les paysans qui n'attendent rien de l'alphabétisation, soit qu'elle arrive trop tard, soit qu'elle soit marquée par un état d'esprit de cloisonnement déjà constaté dans l'enseignement général. La région de Bossangoa n'est pas encore touchée par l'hégémonie de l'écrit et il serait aberrant de lier obligatoirement apprentissage professionnel et alphabétisation.

## 2 - OFFRIR UN APPRENTISSAGE NE NECESSITANT PAS L'ALPHABET.

L'adulte doit accéder à un apprentissage professionnel sans (savoir lire. Cet apprentissage doit être lié à ses motivations car ayant vécu longtemps sans lire ni écrire, l'adulte n'en ressent pas le besoin et ne juge pas utile de consacrer du temps et de l'énergie à combler cette lacune en s'engageant dans l'alphabétisation qui ne lui procure apparemment aucun avantage immédiat, car tout se fait encore en français: l'école, la justice, les papiers officiels, lois, etc... Pour eux, un savoir-faire doit être antérieur aux séances d'alphabétisation en sangö. Il compte plus sur l'expérience vécue que sur le papier. Cette position doit obliger à trouver d'autres méthodes de formation des adultes

paysans que l'alphabétisation. C'est ainsi que l'oralité devrait être prise en considération dans la lecture du monde. L'alphabétisation des paysans serait une stratégie qui viserait à une pleine valorisation des ressources de l'oralité, conçue dans le cadre d'une politique de réconciliation avec les porteurs de la culture orale et de leur réhabilitation.

Cette stratégie viserait, d'une part, à rendre aux paysans non initiés à l'écriture, toute la dignité et la richesse de leur culture orale ; d'autre part, à ne pas s'inscrire en faux contre l'alphabétisation. Nous regrettons que l'oralité, depuis l'Indépendance, ne soit pas prise en considération dans l'acquisition, la transmission et la production du savoir. Dans un milieu nourri de la culture orale, l'alphabet ne constitue qu'une ressource minime, potentiellement réalisable à long terme. La parole représente encore pour le paysan le seul moyen de communication et d'apprentissage, comme nous l'avions montré précédemment. L'alphabétisation devrait exploiter et mettre en valeur cette réalité culturelle ; pour cela, il faudrait créer des structures éducationnelles basées sur l'oralité. Celle-ci pourrait être fixée sur cassette, créer une sorte d'audiothèque, comme c'est le cas au Mali. Cette initiative malienne avait pour objectif d'entreprendre au bénéfice des masses analphabètes, une action "qui permet à toutes les populations de base, qu'elles soient analphabètes ou non, de participer effectivement au développement de leur milieu en se servant de tous les moyens de transmission du savoir qui pourraient être mis à leur disposition (savoir fonctionnel, scolaire, traditionnel ou autre) ; qui revalorise et dynamise le savoir traditionnel par l'organisation d'écoles orales qui ouvrent la voie du savoir à toute la population rurale, sans exception aucune : d'une part en donnant aux masses analphabètes la possibilité d'avoir accès au savoir moderne et aux connaissances traditionnelles d'autres régions du Mali et d'autres pays du monde, d'autre part en donnant aux traditionalistes l'opportunité de transmettre leurs connaissances aux jeunes générations sans passer nécessairement par l'écriture ; qui donne aux initiatives de base un moyen d'exprimer et de transmettre leur propre programme sans passer par une correspondance écrite ; qui, de par les motivations nouvelles qu'elle permet de susciter auprès des populations concernées, leur montre les limites de l'oralité, et par là, les amène plus activement à apprendre

l'écriture" (1) ; nous souscrivons entièrement à cette thèse.

L'audiothèque sera un foyer autonome de culture vivante, où la collecte et l'échange d'information seront possibles en premier pour la grande masse de la population encore analphabète ; point n'est besoin d'être alphabète pour bénéficier de cette formation. Si l'on veut vraiment le bien des paysans et les aider à participer à l'augmentation de la productivité nationale, cette stratégie d'éducabilité des paysans ne devrait pas être négligée. Elle doit s'insérer dans un processus global d'éducation ■ alphabétisation-formation des adultes paysans, basée sur le langage paysan : l'oralité. Car elle est une expression parlée, gestuée, située, inhérente à l'action paysanne. Elle est constituée par l'ensemble des signes de communication qui rendent le milieu de vie signifiant pour ceux qui y vivent. L'oralité est, en fait, visuelle, auditive, tactile, olfactive et gustative, comme nous le soulignons précédemment. Bien qu'instruits, nous appartenons encore à la culture orale. Par exemple, la radio, le téléphone, la musique, les discours, les rencontres, etc... Toute conception de l'éducation formelle et non formelle des jeunes et des adultes part nécessairement de leur univers ambiant symbolique ou oral et y revient continuellement. En dehors de cette référence, l'éducation ou l'alphabétisation risque fort d'être nulle.

Après "l'Indépendance", la République Centrafricaine s'est donnée comme visée le développement économique. L'urgence était la scolarisation totale de tous les enfants. Le mal à vaincre était l'ignorance, l'analphabétisme, la tradition orale. Beaucoup d'anathèmes étaient jetés sur les paysans. On disait qu'ils étaient un puits d'ignorance et un frein du développement. On les forçait à s'alphabétiser comme on forçait jadis les esclaves et les païens à devenir chrétiens. Le résultat, c'est que personne ne sait plus qui est Jésus, ni ce qu'est le développement. Seule une petite minorité se nourrit encore de ces illusions. Au lieu de développer le "développement", on développe le "sous-développement". La scolarisation généralisée ne répond plus aux espoirs espérés. C'est le marasme total.

\*\*\*\*\*

(1) Revue. Fondation internationale pour un autre développement, art. de Majid Rahnema, alphabétisation contre les analphabètes ? IFDA Dossier 31, Genève, Septembre-October 1982, p. 13.

En plus de la scolarisation, on croit résoudre le problème de la production agricole par l'alphabétisation, ce fut un échec cuisant. Au lieu d'alphabétiser, on néo-analphabétise. L'alphabétisation devient source de conflits entre la tradition orale et la modernité, l'écriture. Reconnaître et valoriser d'abord les villages et leur culture orale serait la base de toute alphabétisation globale, enfin fonctionnelle. Il devrait exister une interaction entre l'oralité et l'écriture dans la formation des paysans demeurés toujours oraux.

Souvent, dans tout effort de développement, il y a une couche de population active qui est toujours marginalisée ; et, pourtant, elle occupe une place primordiale dans la famille, la communauté villageoise. Cette couche, abandonnée, laissée pour compte, c'est la femme centrafricaine. Elle n'est jamais intégrée ni concertée en matière économique, politique, éducative. Elle n'est connue que sous diverses images : mère, bonne épouse, etc...

### § - INTEGRER LA FEMME A TOUT PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT.

Pendant des siècles, la femme rurale a été considérée comme inférieure à l'homme : certains philosophes vont même jusqu'à se demander si elle a une âme ; ses comportements sont centrés autour de la fameuse trilogie : la maison, la maternité, le mari. Toute son éducation a été façonnée en conséquence. Lors des assemblées villageoises, elle ne peut pas prendre la parole. Elle est soumise au pouvoir patriarcal. On lui rappelle souvent l'instinct maternel qui est inné en elle. Elle est écartée des grands projets de société qui la concernent aussi bien que les hommes. Pendant que les garçons font des travaux extérieurs, les filles sont initiées aux travaux domestiques, à la maternité, à la femme au foyer, prête à servir son mari docilement. Déjà, l'éducation est séparée à la première enfance. Quand arrivait l'Ecole, le taux de fréquentation scolaire garçons et filles est le même de 6 à 14 ans. Mais à partir de 15 ans, le taux de fréquentation baisse énormément du côté des filles (1). Les causes de cette déperdition sont multiples et d'origines diverses.

\*\*\*\*\*

(1) C.F. annexe. Courbes de fréquentation scolaire. Source : Ministère de l'Education Nationale Bangui (R.C.A.).

D'abord, à 15 ans, beaucoup de filles centrafricaines de la campagne se marient, et celles des villes ont des enfants à charge. Cela handicape la poursuite des études. Ensuite, l'environnement social et coutumier ne les encourage pas à étudier. Il est hostile à ce qu'une fille soit instruite car il ne voit pas la nécessité de savoir lire et écrire. Même instruite, disent les parents, la femme resterait toujours une femme, dont le rôle premier est d'avoir des enfants et de s'occuper de son mari et de sa maison, sa place est au foyer et non dans un bureau. Enfin, une fois mariée, certaines ne font aucun effort pour s'instruire ou se cultiver. L'instruction reçue est très vite mise au placard. D'autres sont souvent responsables de leur propre exploitation et de leur propre domination. Elles ne se préoccupent guère de l'autonomie économique que pourrait procurer le travail. Elles attendent tout de leur "maître mari". L'idéal et l'important pour ces femmes "civilisées", c'est le mariage. Elles sont fières d'annoncer à qui veut les entendre qu'elles sont "Madame un Tel", Directeur général d'un tel ministère, ou organisme étatique et para-étatique.

Dans les campagnes, la division sexuelle du travail, caractérisée par le fait que le secteur de la production vivrière, à destination des marchés internes, est assuré à plus de 80 % par le travail des femmes. Elles représentent 60 à 80 % de la force de travail en milieu rural. Elles effectuent 60 % du travail agricole et exécutent 44 % des prestations nécessaires à l'alimentation et transportent 80 % des récoltes des champs au village.

Le transport de l'eau et du bois, ainsi que la transformation artisanale des céréales, des tubercules et des légumes, sont l'entière responsabilité des femmes. La commercialisation des denrées est une activité par excellence des femmes, qui contrôlent jusqu'à 80 % du petit commerce local dans les marchés. Mais la place et l'importance des femmes dans la production alimentaire sont sujettes aux changements qui interviennent dans les conditions matérielles de production, car la division sexuelle du travail n'est pas un phénomène statique ; elle est partie intégrante du procès du travail et elle évolue selon les exigences de l'accumulation du capital ; ainsi le développement de la production pour l'exportation -le coton- a provoqué une nouvelle répartition sociale des tâches dans l'agriculture selon les écosystèmes et selon les besoins du capital en matières premières et/ou en main-d'oeuvre bon marché.

Les femmes se sont vues octroyer l'ensemble des tâches liées aux productions vivrières. Le système de production extraverti constitue un élément fondamental de la dépendance alimentaire, car les ressources humaines, physiques et technologiques, sont souvent transférées et investies dans le secteur d'exportation à dominance masculine, alors que le secteur alimentaire interne, où les femmes jouent un rôle capital, est délaissé dans des conditions d'arriération technique. La surexploitation de la femme est rendue aiguë par la subordination au patriarcat, un système symbolisé par la domination du père, et par extension de la gent masculine, qui a des racines dans la culture et l'économie, qui se justifie par les lois, les coutumes, les religions et les idéologies, et qui se transmet par l'éducation en tant que processus de socialisation et parfois d'aliénation.

Peu à peu, les femmes ont pris conscience de cette situation d'aliénation et ne l'acceptent plus. Elles affirment leur volonté d'en sortir et de tenir, dans la société, le rôle d'agentes de développement au même titre que les hommes, et auquel leurs responsabilités familiales et sociales leur donnent droit. Les femmes qui, jusqu'ici, étaient sur le plan des décisions présentes mais silencieuses, ont commencé à faire entendre leur voix. Elles participent à la gestion politique et administrative du pays. Que celles des campagnes puissent participer à l'élaboration des décisions qui les concernent, tout autant que celles des villes, "plus instruites". Que leur rôle ne soit pas limité à certaines tâches dites féministes. Elles doivent aider les hommes à retrouver le sens de leurs responsabilités, non seulement politiques mais sociales et familiales. Elles doivent considérer les hommes comme une victime, comme elles, et non des adversaires. Elles doivent établir une communication entre eux pour éviter l'éclatement de la société, pour laquelle tous les deux travaillent.

La femme n'a-t-elle pas toujours joué un rôle dans la vie familiale et sociale ?

En effet, le sens des responsabilités familiales et sociales chez les Centrafricaines a été détruit en partie par l'esclavage, le travail forcé -le chemin de fer Congo-Océan pendant la colonisation. L'homme n'était qu'un objet de travail dans les champs de caoutchouc et un géniteur dans ses rapports avec les femmes. Ensuite, il n'est

plus dans la famille pour assurer les responsabilités du foyer. C'est donc sur elle que reposait en fait la charge des enfants, leur éducation et la survie de la société. Elle plantait, récoltait, vendait sur les marchés pour faire vivre la famille.

Malheureusement, ces activités essentielles n'étaient pas considérées. On ne prêtait aucune attention à ce rôle dans la société centrafricaine. On voyait davantage en elles des objets de consommation, mères d'enfants que des sujets capables de prendre des responsabilités dans la productivité. Elles ne pouvaient pas mettre en valeur leur capacité de savoir-faire car les hommes ne tolèrent pas qu'elles donnent des directives, surtout en matière d'éducation et de production.

Aujourd'hui, il est temps de les associer au travail et à tout projet de changement social. L'image de la femme centrafricaine, voire africaine, prônée par certains écrivains africains au lendemain des Indépendances, dans leurs romans, doit disparaître. Ces images sont de divers ordres : La mère, frein au progrès, parce qu'elle est gardienne de la tradition, retient les enfants dans leur marche, les culpabilise d'avoir des désirs de choisir librement leurs partenaires, ne s'adapte guère à son époque, pour elle, l'univers s'arrête aux champs, au cimetière, au village, à la tribu (1). La femme était représentée comme la bonne mère. Elle est le royaume d'enfance : reproductrice féconde, nourrice généreuse (lire Senghor, Camara Laye, Bhely queniun) ; symbole d'éternité, garante de la pérennité de la race (Adotevi, négritude et négrelogue, vol 10/18, 1972) ; l'archétype profond des croyances et des civilisations agraires (Lopez, Ethiopiens, Durand, Les structures anthologiques de l'imaginaire, Bordas, 1964) ; symbole de la souffrance, du silence, du murmure et des larmes (Diop D. Coup de pilon).

Ces images doivent disparaître pour laisser la place à la femme responsable qui prend conscience de son état de vie et des autres et veut s'engager dans le développement, un défi lancé à son peuple. La paysanne a, pendant longtemps, sacrifié sa personne au groupe et par le groupe maintenant que se réaliserait son être. La nostalgie du passé, source de toute soumission disparaîtrait le jour où homme et femme se réconcilieraient pour la cause commune : leur devenir. Cette libération pourrait se faire en comptant sur soi-même.

\*\*\*\*\*

(1) On peut lire ces analyses dans les romans de Henri Lopez (Expert UNESCO), Sadjí, F. Bely (artiste, poète).

Quel avenir pour le monde rural ?

La Femme dans la vie rurale.



Attitude inquiète de la jeunesse.

La Femme est l'avenir de "l'homme".  
(Aragon)



L'Education n'est pas seulement l'affaire du père et de la mère, mais  
l'affaire de tous.



Femme, source de la vie.



Une femme en train de semer du mil.

Après les travaux agricoles,



... la femme doit ramener du fagot,



... elle doit écraser le manioc.

Activités para-agricoles des Femmes Noires.



... après le champ, elles pilent le mil,



... après le champ, elle doit préparer le repas.

Un marché villageois, source des devises.

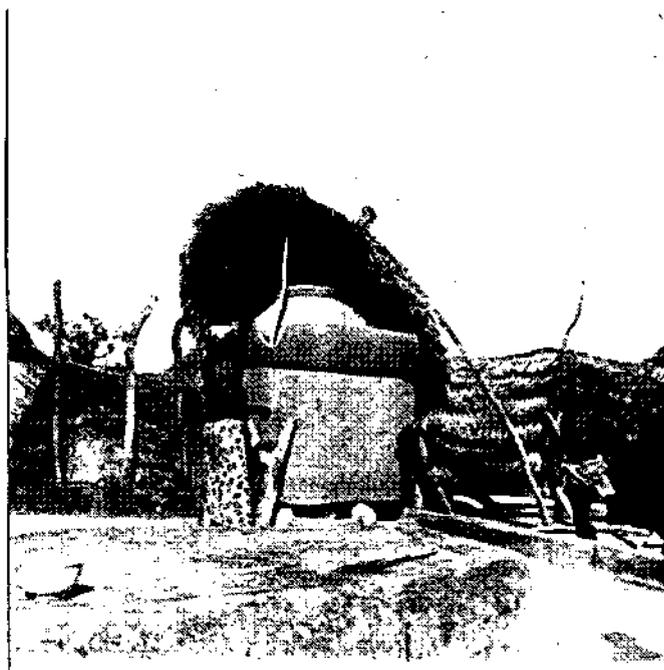


... commercialisation des produits agricoles par les femmes.

L'Avenir se prévoit ...



Le grenier du mil, toujours entretenu par la femme.



... Du travail à l'admiration ...



Des mains "innocentes" contemplant les gousses de coton.



Coton : Source d'argent et de protection.



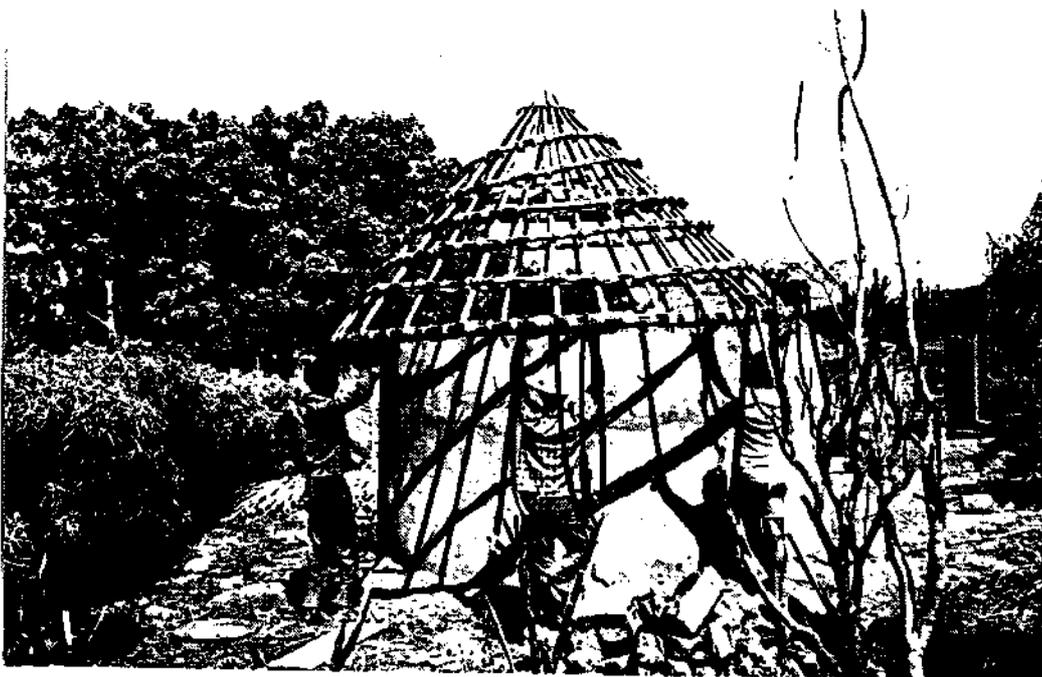
Début de filature du coton.



L'homme ne vit pas seulement du mil.



... mais se protège aussi.



Cet effort de la reconquête de l'identité nationale et de l'égalité devant la vie est réalisable grâce à un vecteur culturel commun : la langue sangö.

#### 4 - QUEL LANGAGE ET QUEL TYPE DE LANGUE POUR L'ALPHABETISATION ?

Pourquoi alphabétiser en Sangö alors que la volonté politique et administrative n'y est pas ? Est-ce une volonté délibérée d'isoler les paysans ? Ou bien, est-ce une préparation à long terme /l'avenir du Sangö, comme langue d'enseignement et d'alphabétisation. Rien n'est aussi important que d'apprendre à lire, à écrire et à calculer dans sa propre langue. Un analphabète, n'est-ce pas celui qui ne sait ni lire ni écrire dans sa propre langue ?

Peuples sans cultures, peuples sans histoire parce que sans écriture ni témoignages monumentaux, tels sont quelques-uns des poncifs que véhicule la littérature d'inspiration coloniale à propos des habitants de l'Afrique noire. Il n'y a rien de plus légitime que de faire renaître des nuits coloniales une culture aussi riche que variée, afin de faire pièce à un tenace processus d'acculturation mis en place depuis. Le passé peut éclairer le présent et non le justifier. La langue sangö n'aura un avenir que grâce à une analyse critique, puis de ré-invention ou de ré-écriture. Elle évolue dans le temps et entre en contact avec d'autres langues. Elle est un instrument de communication qui suppose d'autres emprunts pour se faire comprendre, puis que la quasi totalité de la population centrafricaine est diglossique.

La République Centrafricaine est un Etat plurilingue où coexistent un grand nombre de langues locales, oubanguiennes, soudanaises et bantoues, une langue véhiculaire le sangö et une langue officielle importée, le Français. Les langues locales sont utilisées à l'intérieur du groupe ethnique, tandis que le Sangö à l'extérieur, dans tous les actes de la vie publique sauf dans ceux qui ressortissent au fonctionnement de l'appareil d'Etat où l'usage du français est en principe requis.

Nous vivons une situation de diglossie en R.C.A. et le sangö permet l'unité linguistique nationale. Pour cela, il faudrait une politique linguistique attentive et cohérente, strictement normative. Par voie de conséquence, on doit y voir autre chose qu'un instrument de communication commode substituable en certaines circonstances à la langue importée

donc fonctionnellement équivalente à celle-ci et donc combinable avec elle par ce procédé de métissage dont on redoute précisément les effets. "Le sangö permet de sauvegarder les idiomes locaux dépositaires des valeurs culturelles et de la tradition, et d'autre part favoriser un harmonieux bilinguisme sangö-français propre à éviter la formation à brève échéance d'un sangö appauvri et pidginisé coexistant avec le français créolisé -les deux langues tendent de plus en plus à se confondre" (1).

La scolarisation ou alphabétisation en sangö est sans doute susceptible de donner forme et cohérence à une revendication diffuse, mais pré-existante, il est douteux qu'elle puisse la créer car l'Ecole n'est pas garante linguistique de l'intégrité du patrimoine culturel.

Culture et développement sont inséparables, et pour l'avoir ignoré que tant de projets de développement ont tourné court. Or la langue, élément essentiel de la culture, n'est pas seulement un instrument d'expression et de communication, elle est véritablement le vecteur culturel du groupe et du développement. Alphabétiser les paysans dans une langue qui n'est pas la leur leur impose une double difficulté : non seulement ils doivent en apprendre les mécanismes, mais aussi s'intéresser et s'initier à des structures et à un vocabulaire qui leur sont totalement étrangers ; d'où la nécessité d'une langue nationale. L'échec de presque tous les programmes d'alphabétisation ou d'éducation de base entrepris durant la période coloniale est largement dû au fait qu'ils étaient menés dans la langue officielle du colonisateur. La conférence des Ministres de l'Education et de la planification économique, réunie à Hararé (Zimbabwe) soulignait la nécessité d'alphabétiser en langue nationale. Mais l'alphabétisation fonctionnelle entreprise en R.C.A. en langue sangö suppose l'existence d'un système de transcription de cette langue. Cette préoccupation de recherche linguistique a amené une création d'une sous-commission au Ministère de l'Education Nationale chargée de résoudre avant tout, le problème de l'écriture. Après quelques mois de recherches, ce problème a trouvé sa solution avec l'adoption de l'orthographe sangö ci-après :

- Consonnes simples :

P, F, T, S, K, B, V, D, M, Z, N, L, Y, W, R, H.

\*\*\*\*\*

(1) Afrique et Langage, n° 12, 1979.

- Consonnes composées :

KP, GB, MB, MV, ND, NZ, NG, NGB, NY

- Voyelles simples :

I, E, Ę, A, O, Ö, U

- Voyelles composées ou diphtongues :

AN, EN, ĘN, IN, ON, ÖN, UN

L'orthographe ainsi définie a été adoptée par le Ministère, car il n'existe aucun texte officiel fixant l'alphabet sangö.

Pour élaborer les brochures de calcul, il faudrait disposer de termes permettant de véhiculer les notions de calcul, de système métrique et de géométrie, utilisées dans le programme d'alphabétisation fonctionnelle. Or, pour la plupart, ces termes de calcul n'existaient pas en sangö. Pour les découvrir, il fallait se rendre chez les marchands. Ainsi sont nés des mots tels que :

Köndë : calcul

Manda Köndö : (vient de mandango kondo) : arithmétique

Ködë Köndë, vient de Ködë ti Köndë : problème

bungbi ti a ye : classe des unités

bungbi ti a saki : classe des milles

Dans le cas où une notion n'existe pas, des mots d'emprunt ont été admis en "sangotisant" leur orthographe. Exemple : mëtëré : mètre ; bale mëtëré : décimètre ; faranga : franc et Kare : carré. Un lexique sangö-français destiné en priorité aux animateurs des centres d'alphabétisation a été élaboré. Ce lexique comporte des mots ou emprunts utilisés dans les documents d'alphabétisation ; toutefois, les différents tons (haut, moyen et bas) ont été indiqués à la suite des mots par des signes suivants :

- ton haut (/)

- ton moyen (-)

- ton bas (\)

Voici comment est classé l'alphabet sangö : a b d e Ę f g  
gb h i k kpo l m mb mv n nd ng ngb ny nz o ö p r s t u v w y z.

Beaucoup de Centrafricains instruits dénie au Sangö la capacité de conceptualisation et de discours philosophiques et économiques. Ces "intellectuels" voudraient retrouver dans le sangö les catégories et concepts français. N'y trouvant pas identiquement les mêmes concepts qu'en français, ceux-ci anathématisent le sangö, oubliant que chaque langue a son schème mental propre. Mais qu'est-ce qu'un concept ?

Le concept, du latin conceptum, chose conçue, et de concupere prendre entièrement, contenir ; concupere, de cum-capere, prendre avec. Ainsi, l'enseignement permet de construire et de produire des concepts grâce à de multiples activités opératoires. Par exemple, le concept de nombre, de l'homme (ZO), de l'arbre (Keke). Par conséquent, un concept est d'abord l'aboutissement d'un acte de conceptualisation, c'est-à-dire d'abstraction et de généralisation, opéré par la pensée. Abstraire consiste à ne considérer que quelques traits d'une réalité, d'un objet, ces traits étant essentiels et permettant de définir cet objet. Généraliser lui permet d'étendre à d'autres individus ces traits essentiels et donc de constituer une classe d'objets. Ensuite, un concept se définit par sa compréhension et son extension ; celle-là est l'ensemble des caractères retenus pour définir telle classe d'objets. On parle alors "de compréhension décisive" (V. Lalande). En revanche, on entend par extension l'ensemble des objets désignés par un concept, et le terme objet doit être pris dans le sens très large d'objets de pensée. Enfin, les concepts sont définis selon les classes d'objets connus par l'expérience sensible d'un peuple et nulle langue ne peut être considérée comme une langue a-concepts. Prétendre ainsi, c'est ignorer l'expérience linguistique de tout un peuple.

Le Sangö opère fondamentalement dans une civilisation de l'oralité bien qu'une tradition écrite se soit déjà instaurée. Le bilinguisme sangö-français crée une situation conflictuelle indéniable. Le français, par son origine coloniale mais aussi en raison de son expression écrite, est plus pensé comme conceptuel, catégoriel que le sangö. Une langue, quelle qu'elle soit, n'est jamais statique mais intimement liée à l'évolution socio-économique et culturelle. Jusqu'à présent, les fonctions d'accès à la communication écrite, les matières d'enseignement sont assumées par le français, mais il est temps que le sangö les assume à son tour.

Son intégration dans l'enseignement-alphabétisation doit être pensée, selon les spécialistes en linguistique, "dans une perspective anthropologique fondamentale", à savoir celle du passage de l'oral à l'écrit. Ces possibilités, nous les avons soulignées antérieurement. Il importe d'asseoir les orthographes sur la phonologie des langues africaines et de ne retenir que des graphies qui ont déjà été proposées et éprouvées à l'usage.

Le passage de l'oral et l'écrit suppose au préalable que soit explicitée la systématique grammaticale, puis une orthographe qui édicte les règles, pas seulement pour ce qui concerne le choix des lettres, mais aussi la coupe morphologique des mots et enfin fonder ce que l'on peut appeler une rythmo-typographie afin de respecter la ponctuation orale.

Dans quelle mesure une langue peut-elle exprimer des notions nouvelles à partir de ses propres structures, en particulier celles de sa composition ? Cette interrogation incite à la création, à l'élargissement et à l'entretien d'un public de lecteurs. L'information doit jouer ici un rôle capital dans la sensibilisation. Le Sangö, pour survivre et devenir communicatif et fonctionnel, doit faire l'objet d'une étude de synthèse qui vise à dégager et à définir les structures phonologiques, lexicologiques et syntaxiques des autres langues centrafricaines. L'identification des structures communes permettra de réaliser une grande économie en matière de pédagogie ; pour cela, elle fera appel, pour les langues proches, à une terminologie et à une stratégie didactique qui seront les mêmes. L'intégration du Sangö dans l'enseignement ou alphabétisation suppose donc une analyse des situations de langage relevant de l'histoire, de l'économie et de la sociologie, de même qu'une analyse de la systématique de la langue afin de fonder la pédagogie sur les structures internes du sangö. Ainsi celui-ci doit-il désormais assumer les fonctions de communication, de signification et de représentation. Par ailleurs, si le problème de la langue est du ressort de la méthodologie de l'alphabétisation, il relève également de décisions stratégiques contradictoires, où les aspects proprement didactiques entrent en relation souvent conflictuelle avec des considérations d'ordre politique et économique. Il est vrai que l'alphabétisation des adultes paysans en Sangö dans un pays qui a comme langue officielle le français, est insensée; d'où ces réactions répétées par un paysan "Quand je suis au tribunal,

on ne parle que français. Tous les papiers officiels sont écrits en français. Mes enfants étudient en français. A quoi me servira l'alphabétisation en Sangö ? A lire la Bible ? Je suis animiste. Mais le sangö alors que le coeur n'y est pas. Alphabétiser en Sangö pourquoi faire?

### C H A P I T R E   I I I

#### ETAPES D'UNE EDUCATION - ALPHABETISATION-FORMATION

"Ne jamais former à ne rien faire".

Depuis Théocrite et Virgile, le paysan est un des personnages favoris des poètes. Eglogues, Idylles, pastorales et bergeries célèbrent les charmes du bonheur agreste, la vie saine et joyeuse du campagnard: "Tytire, doucement étendu sous l'épais feuillage d'un hêtre... loin de la discorde jouit d'un repos libre de soucis et d'une vie stable et d'un avenir assuré... une terre généreuse lui verse spontanément une nourriture facile... Oh ! trop heureux les hommes des champs si seulement ils connaissaient leur bonheur !" Tous ces thèmes virgiliens sont repris, agrémentés et magnifiés par les auteurs classiques et surtout romantiques. "Faner, dit Mme de Sévigné, est la plus jolie chose au monde, c'est retourner du foin en batifolant dans une prairie, dès qu'on en sait tant, on sait faner". Victor Hugo glorifie "le geste auguste du semeur".

La valorisation du paysan comme agent de développement n'est pas sentie. Il est temps de lui donner une chance d'éducation et de formation en le responsabilisant, car la société à tradition orale a un comportement autarcique.

#### A - VERS UNE STRATEGIE NOUVELLE DE L'ALPHABETISATION DES PAYSANS.

La scolarisation des enfants ne peut avoir que des effets à long terme sur le développement ; donc il faudrait aller vite et porter l'effort sur l'alphabétisation des adultes déjà dans la production. C'est un calcul de politique économique que la réalité oblige à faire. Pour prendre ses distances à l'égard de la scolarisation générale et ses contenus non fonctionnels immédiatement, l'alphabétisation fonctionnelle en est venue à insister de plus en plus sur son caractère de technique de développement. Elle élabore ses manuels avec le concours des techniciens

agricoles, du développement communautaire et de l'animation rurale, sans oublier le village lui-même représenté par le comité villageois de l'alphabétisation (C.V.A.). Ces manuels sont liés aux projets de développement agricole et singulièrement le coton ; et pour les années à venir le café, le tabac et le cacao. La sélectivité s'affirme davantage. Les projets s'appuient sur des pôles de développement et les animateurs sont encore bien loin d'avoir accepté ces nouvelles finalités de l'alphabétisation fonctionnelle.

N'éprouvant pas le besoin de savoir lire et écrire, l'analphabète (1) paysan n'accordait aucune importance particulière à l'alphabétisation fonctionnelle. Le recours à la communication orale, au contact face à face lui suffit pour les multiples relations de la vie quotidienne. Mais que faire pour l'intéresser au nouveau moyen de communication avec autrui à distance qu'est l'écriture ?

L'alphabétisation aurait des chances de réussir si elle intégrait le langage de celui-ci, c'est-à-dire son mode de raisonnement sous-entendu par les proverbes. Comme nous le soulignons antérieurement. Car en appeler au proverbe, comme dirait R. Colin "c'est proférer une certitude bien établie. Je sais que je ne me trompe pas comme le doute pourrait m'en venir à l'esprit si j'étais seul... Mes ancêtres ont vu cela avant moi et ils m'ont légué la clef qui permet de comprendre ... Mon savoir est arc-bouté surtout le savoir du clan et ce savoir du clan peut rendre compte de la totalité du monde. C'est pourquoi le proverbe est toujours péremptoire" (2). L'importance du proverbe, des contes et des mythes est si grande dans les sociétés rurales à tradition orale qu'il n'est pas possible d'entrer en réel dialogue avec les paysans si on ne comprend pas ce qui fait la trame, la quintessence de leur vie. Car "l'éducation de base dispense, compte tenu des moyens dont dispose la société concernée, un contenu éducatif minimum (connaissances, valeurs, attitudes, savoir-faire) susceptible d'aider tout bénéficiaire à comprendre les problèmes

\*\*\*\*\*

(1) Analphabète : "personne ne sachant pas lire et écrire mais possédant toutes les facultés lui permettant de raisonner, de comprendre et transformer qualitativement son milieu autant et quelque fois mieux qu'une personne alphabétisée". G. Belloncle, Université, alphabétisation et éducation des adultes, p. 76.

(2) COLIN (R), Littérature africaine d'hier et de demain, Adec 1965, pp.106-107, cité par G. Belloncle, Introduction des sciences sociales dans les programmes de Formation des Cadres supérieurs de l'Agriculture, pp.20-21. A paraître dans Archives des Sciences Sociales de la coopération, 1984.

de son milieu, à avoir conscience, en tant que citoyen, de ses droits et de ses devoirs, à participer au développement socio-économique de sa communauté et à s'épanouir en tant qu'individu. Elle est fondamentale dans les perspectives de l'éducation permanente puisqu'elle constitue la première phase préparant à des acquisitions ultérieures. Elle est fonctionnelle puisqu'elle recherche une adaptation permanente au milieu en donnant une place particulière aux problèmes pratiques de la vie tels que santé, nutrition, travail productif, etc... Pour atteindre effectivement et progressivement un large public, elle utilise des formules éducatives peu onéreuses (1).

Le concept d'alphabétisation fonctionnelle émanait du constat du phénomène grandissant d'analphabétisme et ses méfaits sur les projets de développement. C'est à Téhéran, qu'en 1965, les représentants des 89 pays participants adoptèrent l'approche sélective comme méthode de s'alphabétiser. Ce mode d'approche était définie "comme une stratégie prévoyant l'exécution d'un nombre limité de projets intensifs plutôt que de campagnes extensives".

La conférence de Téhéran avait reconnu que l'alphabétisation ne devait pas être considérée comme une fin en soi, mais qu'elle devait être liée à l'éducation permanente des adultes (enseignement général, instruction civique et formation professionnelle) et que, dans chaque pays, elle devait occuper une place légitime dans le plan national d'éducation comme dans les plans généraux de développement économique et social. On constate ainsi qu'il y a une relation de cause à effet entre l'alphabétisation et le développement, que l'alphabétisation est une pré-condition du développement et que sa rentabilité économique demande son insertion dans les plans de développement. La stratégie sélective associait désormais le développement et l'alphabétisation.

L'objectif de la fonctionnalité de l'alphabétisation des adultes était matériellement défini : amélioration du niveau de vie à partir de la production intensive du coton. Il impliquerait une formation dénommée "fonctionnalité à polarité technique et à polarité sociale"(2).

\*\*\*\*\*

(1) BOTTI (M), CARELLI (M.D.), SALIBA (M), L'éducation de base dans les pays du Sahel, Paris, UNESCO, 1977, p. 10.

(2) Evaluation globale du programme expérimental mondial d'alphabétisation (PEMA°. Document technique III, UNESCO, ED-75/WS/70, 1975, p 20.

Ce type de formation retiendrait l'attention en matière d'éducation-formation des paysans.

(	:	:	)
(	Fonctionnalité	Economique	Sociale/Culturelle
(	-----	-----	-----
(	:	:	)
(	à polarité technique.	- Rectifier de façon	- Instaurer une coopéra-
(	(participation limitée)	<u>directive</u> les pratiques	tive de façon <u>directive</u> .
(	:	incorrectes de produc-	- Modifier les pratiques
(	:	tion.	des hommes et des femmes
(	:	:	en matière alimentaire,
(	:	:	hygiénique.
(	-----	-----	-----
(	:	:	)
(	à polarité sociale.	- Faire décider par les	- Conduire les paysans à
(	(participation intense)	paysans quels sont les	s'organiser en unité com-
(	:	problèmes prioritaires	munitaire de production)
(	:	de la production commu-	en partant des classes
(	:	nautaire par des réu-	d'alphabétisation.
(	:	nions.	:
(	:	:	)

L'objectif de cette alphabétisation fonctionnelle demande une formation intense pour s'ajuster au programme coton de l'année agricole en cours. Contrairement à la formation scolaire, la formation fonctionnelle ou instrumentale a un programme qui organise en vue d'un objectif économique précis, l'augmentation de la production du coton. Cette sélectivité condamne le paysan à tout attendre des animateurs.

Cette formation n'a pas suffi à animer et à sensibiliser le milieu paysan aux problèmes du développement intégral. La fonctionnalité de l'alphabétisation se résumait à la formation en vue de la production immédiate, alors la paysannerie a besoin plus d'une éducation-alphabétisation-formation-globalisante que sélective. L'éducation-alphabétisation-formation-globale nous semble répondre aux attentes d'une paysannerie hostile à la production de coton dont elle ne maîtrise pas les prix. Cette globalité de l'alphabétisation permet au paysan de percevoir, de penser et d'agir en totalité. Par conséquent, l'alphabétisation serait "une formation organisée par objectifs et centrée sur problèmes tendant

à faire participer activement les sujets concernés par le programme, à sa conception et à son développement, ainsi que le développement de la participation ne pouvant être atteints sans une acquisition au moins élémentaire de lecture, de l'écriture et de calcul" (1). Cette acquisition de la lecture, de l'écriture et de calcul devrait être conçue comme moyens à la réalisation des objectifs de l'alphabétisation et de la participation des paysans et non comme une entité isolée car l'alphabétisation est un enseignement pour la liberté et le succès de celle-ci consisterait à prendre le paysan tout entier dans son milieu culturel, social et économique, non seulement en l'orientant uniquement dans la production de coton mais lui permettre de comprendre son milieu et de se prendre en charge. En un mot, l'alphabétisation doit être une réflexion sur les mécanismes du développement, du sous-développement, sur la vision du monde et sur la finalité du changement qu'on lui demande. Elle s'appliquait souvent dans des contextes politico-économiques et ne se préoccupait guère de ce qui relevait de la socio-linguistique, de l'anthropologie et de la sociologie de l'éducation. La fonctionnalisation des méthodes destinées à former les adultes pouvait s'étendre à bien d'autres domaines que celui du développement économique uniquement. Une alphabétisation réaliste devrait englober toute la vie des adultes, leur vécu et leurs expériences. Elle devrait réhabiliter la pratique orale, décloisonner les savoirs, se régler sur des objectifs concrets qui intéressent les paysans car ceux-ci ont une logique de ici et maintenant.

Culture, éducation, développement et principes généraux développés antérieurement, supposent, nous semble-t-il, pour être opérationnels, une Education ➤ Alphabétisation-Formation. Celle-ci doit partir du réel et y revenir. Elle doit apprendre en voyant ou en voyant faire. Elle serait limitée aux préoccupations quotidiennes des paysans et être adaptée à leur milieu. Ainsi l'acte d'éducation : alphabétisation-formation serait parfait lorsque la vérité saisie par l'intelligence et sentie par le coeur est exprimée par l'action. L'alphabétisation-formation devrait permettre d'appréhender globalement le monde dans lequel les adultes paysans vivent et de chercher des solutions adéquates aux problèmes qui seront soulevés lors de la phase d'étude du milieu. Cette stratégie s'ordonnerait autour de la progression suivante :

\*\*\*\*\*

(1) Evaluation globale du programme mondial d'alphabétisation, UNESCO, document technique III, ED/75/WS/70, p. 22.

- 1) Identification des besoins éducatifs
- 2) Définition des objectifs
- 3) Définition des contenus, des programmes et de matériel pédagogique.

## B - LES ETAPES D'UNE EDUCATION-ALPHABETISATION-FORMATION

Nous rappelons que le paysan vit dans une éducation à tradition orale qui n'a pas de lieu fixe. Elle se fait partout où le besoin se fait sentir : aux champs, au pied d'un arbre, dans la forêt, à la pêche, à la chasse, le soir à la veillée, auprès du père, de la mère, de l'oncle, des grands-parents et de la communauté villageoise. Chacun est éducateur, formateur, à sa manière, car il connaît les besoins. L'étranger peut trouver incohérent et anarchique ce type d'éducation et de formation car il lui manque des éléments référentiels qui sont les coutumes, la notion du bien commun, de la société, de l'autorité et du pouvoir, pour pouvoir apprécier cette réalité éducative.

L'enfant est le lien entre les communautés, son avenir dépend de celles-ci. L'échec ou la réussite de l'enfant incombe à toute la communauté et non seulement aux parents géniteurs. On pourrait crier à la démission. Il n'en est rien. Il faut y être et y vivre pour déceler les mécanismes de ce type d'éducation. Malgré l'apport de l'Ecole, qui donne pouvoir et autorité aux enseignants, l'éducation à tradition orale survit et prend de plus en plus d'importance parce que 80 % de la population vit encore de la tradition orale et l'éducation-Alphabétisation-Formation ne peut ignorer ces éléments constituants de la culture paysanne.

1) L'étude du milieu permettra d'identifier des problèmes et des besoins éducatifs. Une fois définis, ceux-ci constitueront l'objectif et la visée pédagogique à envisager ; sa réussite sera conditionnée par la participation des paysans à la gestion du programme. (construction et entretien des locaux, sélection et contrôle des animateurs, etc...). Cette phase permet d'observer, de déceler et d'analyser avec les paysans leurs problèmes, leurs attentes et leurs souhaits. Elle induit aussi une prise de conscience par l'analyse globale de la situation villageoise et aide à éveiller certains intérêts non perçus. Cette phase se caractérise par des contacts préliminaires, suivis des réunions publiques avec le village.

C'est au cours des discussions-débats qu'on peut saisir les attentes des paysans. Le meilleur moment de cette identification, c'est la nuit, pendant les veillées ou le matin lors d'un palabre. La nuit est un temps privilégié de recueil d'informations sur la vie des paysans. Dans ces moments, la communication se réalise tour à tour par la parole et le silence. La raison, l'imagination, le corps et l'esprit trouvent leur compte dans le jeu, les contes, les devinettes, les énigmes, les chants et les proverbes. Par ces moyens, le paysan exprime sa peine et sa joie, ses désirs et ses préoccupations futures.

Une fois les problèmes définis et classés par ordre de priorité, ils constitueront la médiation entre l'objectif et la visée pédagogique.

## 2) Définition des objectifs d'éducation-alphabétisation.

Les réticences des paysans à l'égard de la participation à la production du coton dans la région de Bossangoa, ne sont pas forcément leur fait. Elles sont dues sans doute à l'absence d'une définition claire des objectifs assignés à l'alphabétisation fonctionnelle. La référence aux seuls documents officiels concernant les objectifs d'une alphabétisation ne suffit pas car ils se contentent de formules vagues comme "augmenter" ou "améliorer" la production. Ils n'assument pas toutes les dimensions humaines du paysan d'ordre social, politique et culturel. L'absence de stimulants a entraîné une véritable apathie. Il n'est donc pas étonnant que les paysans "boudent" et l'alphabétisation et la production cotonnière. Ce qui le décourage de produire et de s'alphabétiser, ce n'est ni la fatalité historique ni le manque de moyens techniques ni la capacité d'appréhension et de compréhension, mais l'oppression de l'Etat, subie par l'intermédiaire des agents de celui-ci. L'échec d'un projet de formation et d'éducation peut s'infléchir en fonction de perceptions et de motivations qui ont été soit méconnues, soit négligées. Et l'éducation-alphabétisation-formation ne visera pas simplement le changement de la part des paysans mais aussi une modification de relations entre la bureaucratie et les paysans. C'est ce que M. Desroche appelle la "S'auto-éducation" (1).

L'objectif d'une éducation-alphabétisation-formation serait défini à partir de la réalité sociale, économique et culturelle identique

\*\*\*\*\*

(1) Henri DESROCHE, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Paris.

grâce à l'étude du milieu. Il doit faire un effort, destiné à mieux se situer et à mieux se préciser. Il doit pouvoir déborder les limites assignées par l'Etat, du seul caractère opératoire et fonctionnel, pour tenir compte des conditions relatives à la structure sociale, économique et culturelle de la communauté rurale. Mieux devenir, conduit à recueillir les informations nécessaires sur les types de production, d'organisation socio-culturelle de la population à laquelle s'adresser l'éducation-alphabétisation-formation. "Considéré en terme intrinsèque, l'objectif doit représenter toutes les conditions qui permettent d'en faire le principe unificateur d'une succession de démarches pédagogiques" (1). Il ne doit pas se réduire à une somme de changements souhaités mais aller au-delà de la production et de l'amélioration du bien-être individuel et familial, pour créer un espace vital où s'épanouir et se mouvoir en toute liberté.

Ainsi la définition d'objectifs d'éducation • alphabétisation-formation peut-elle se résumer en ceci :

- a) "L'objectif doit être identifié de façon suffisamment précise pour permettre d'établir un inventaire des opérations essentielles qu'il requiert. (...).
- b) L'objectif doit inspirer de façon très stricte un ordre et un calendrier des enseignements fondés à la fois sur le plan d'exécution et sur la disponibilité des exécutants.
- c) Ceux-ci doivent faire l'objet d'investigation portant à la fois sur le rôle qu'on attend d'eux, et la façon dont ils y sont préparés, aussi bien du point de vue cognitif que du point de vue des motivations. Seront-ils bien les acteurs du projet ? (...). Leurs attitudes et leurs intérêts sont-ils suffisamment positifs à l'égard de l'objectif ?" (2).

Une fois identifiés, les besoins éducatifs et définis clairement les objectifs, il reste à définir le programme, le matériel pédagogique et à recruter les agents d'application. Les éléments ainsi inventoriés permettraient d'établir des fiches :

\*\*\*\*\*

(1) Evaluation globale du PEMA, document technique III UNESCO, 1975, ED-75/WS/70, p. 51.

(2) Ibid, p. 12.

- fiches de formation professionnelle,
  - fiches de formation socio-économique,
  - fiches de lecture-écriture,
  - fiches de calcul professionnel,
  - fiches de formation socio-culturelle,
- et d'autres fiches établies selon les besoins. L'utilisation des fiches suppose des animateurs formés en conséquence.

### 3) Définition des contenus du programme et matériel pédagogique.

Former des animateurs capables d'aider les paysans à s'auto-éduquer et à s'auto-former à partir de leurs expériences villageoises serait le but que s'est assignée l'éducation-alphabétisation-formation. Regarder, écouter et communiquer permettront à l'animateur d'être un catalyseur. A aucun moment il doit se substituer aux paysans en formation.

#### Recrutement et Formation des Animateurs (1).

##### 1-Recrutement

Tout projet, pour être réalisable, a besoin d'agents d'exécution. Dans le cas de l'éducation • alphabétisation-formation, l'animateur serait préféré à l'instructeur et à l'enseignant. Il doit être un villageois-paysan (une paysanne) marié (e) qui connaît bien son village et ses habitants ; comprend les problèmes de la population et aime travailler avec elle. Il doit être conscient du bien fondé d'un changement et animé d'un esprit collectif et coopératif, avoir la vocation d'être au service des autres, avoir la volonté et la patience de persévérer et avoir aussi le tact des relations faciles avec les notables et les influents du village. Il doit surtout savoir écouter, observer et être très sociable.

En résumé, il doit être un résident permanent au village

- élu ou proposé par toute la communauté villageoise,
- un homme de relations faciles,
- un homme ou une femme qui possède un savoir, un savoir-faire, un savoir-être, une expérience.

\*\*\*\*\*

(1) "La désignation des animateurs par les villages constitue une sorte de contrat que tout se passera bien, que les changements seront amortis grâce à l'animateur, et que celui-ci représentera bien sa communauté contre les changements qui risqueraient de la briser". (Meister A, La participation pour le développement, Paris, Ed. Ouvrières, 1977, p. 55).



## C - NIVEAUX DE FORMATION

La formation se situe à quatre niveaux :

- 1) Formation pédagogique.
- 2) Formation socio-économique et socio-culturelle.
- 3) Formation professionnelle.
- 4) Divers modèles de formation des adultes.

### 1) De la stratégie de la formation.

Sa stratégie présentera trois aspects : l'un théorique, l'autre pratique, le troisième, vie au village. C'est le système de l'éducation par alternance.

a) La formation théorique sera menée en salle par les spécialistes des divers organismes s'occupant du milieu agricole. Des cours de pédagogie générale et de pédagogie spéciale seront organisés. Les principaux sujets à aborder seront les suivants :

- Comment concevoir l'éducation des adultes ? Connaissance de la psychologie des adultes et conséquences pédagogiques.
- L'alphabétisation-Formation : définition et principes.
- Les méthodes d'éducation des adultes.
- Comment poser des questions ?
- L'utilisation des matériels pédagogiques dans l'éducation-alphabétisation-formation des adultes avec exercices pratiques.
- L'alphabétisation-formation : qu'est-ce lire ? Comment lire ? Les sujets et le langage à partir de l'étude du milieu, apprentissage de la lecture du monde, confection de matériel (manuel, radio, magnétophone, vidéo-cassette, etc...), le calcul (buts, principes et méthodes d'enseignement pour adultes).
- L'éducation de base : but, méthodes techniques. Enfin la mission de l'animateur dans le cadre d'éducation - alphabétisation-formation : rôle, comportement, responsabilité.
- La place des auxiliaires audio-visuels, la mass media, radio et techniques de communication.

b) Formation pratique.

L'aspect pratique consisterait en visites de villages, entraînements à l'étude du milieu, visites des autres centres travaillant dans le milieu rural. Cette formation sera complétée par le stage dit "d'imprégnation", qui consiste à vivre au milieu appelé à s'alphabétiser.

Sur le terrain, on assistera aux exposés des personnalités locales sur les grandes lignes des activités du développement entreprises dans la région, en insistant sur les problèmes, les solutions préconisées, les difficultés, les échecs et les réussites.

c) Formation par la vie au village.

L'animateur en formation doit passer les jours où il n'a pas des cours dans son village d'origine. La vie quotidienne dans le village peut l'aider à modifier sa conception des choses. Il serait dans le village non comme tout le monde mais comme observateur averti. Ce va-et-vient entre le centre de formation et le village n'est autre qu'une méthode active, étroitement liée aux activités immédiates de la population.

L'animateur, profitant de son séjour dans le village, peut expliquer aux adultes le pourquoi d'une alphabétisation-formation. Toutes les occasions sont bonnes pour sensibiliser la population. Les fêtes, les soirées, les places mortuaires sont des lieux privilégiés pour aider la population à prendre conscience des actes qu'elle est en train de poser. Ainsi, le village devient-il un cadre important d'alphabétisation globale. L'animateur doit, autant que possible, se confondre avec la population, participer avec elle à la conversation en dialoguant.

2) De la formation socio-économique et socio-culturelle.

Toute formation socio-économique suppose préalablement la connaissance de la région, ses problèmes humains et économiques et des solutions envisagées, c'est-à-dire des possibilités d'intervention sur le plan socio-éducatif. Nous avons présenté la région de Bossangoa sous ses aspects sociaux, économiques et culturels. La formation socio-économique et socio-culturelle doit tenir compte de ces facteurs. Les problèmes qui seront abordés en formation socio-économique se résumeront en ceci:

cerner les problèmes sanitaires, présenter la région et ses problèmes, les techniques de l'étude du milieu pour l'analyse des mentalités à tradition orale : moeurs et coutumes, comportements et habitudes, attitudes et mode de vie. Réfléchir sur l'approche humaine du développement à partir de la psychologie des adultes analphabètes.

Dans les campagnes centrafricaines, il ne suffit pas de former économiquement pour augmenter la productivité. L'animateur et le paysan évoluent dans une sphère de culture orale. Toute formation devrait viser à rendre à ces populations non initiées à l'écriture toute la dignité et la richesse de leurs cultures orales. Elle doit faire la synthèse de la culture à tradition orale et celle de l'écriture. Nous appelons cette symbiose, la bi-éducation (1).

### 3) De la formation professionnelle.

Le but de la formation professionnelle est de donner aux animateurs et aux paysans les connaissances nécessaires à la productivité. On dispensera une formation générale et une formation agricole qui s'ajoutant à leurs connaissances antérieures et pourront faire d'eux des producteurs utiles pour le pays.

Ces connaissances seront enseignées sous forme de séances théoriques, au centre, et pratiques, par des visites, dans une plantation expérimentale.

Cette formation doit être intellectuelle, agricole et artisanale. Elle doit répondre aux attentes de la population. Elle initiera aux problèmes de l'hygiène sociale à savoir, l'eau de boisson, l'alimentation, l'alimentation des nourrissons, les latrines et les fosses à ordures. Elle donnera aussi quelques notions sur les principales maladies de la région : la bilharziose, le paludisme, la rougeole, la diphtérie et la malnutrition. L'animateur comme le paysan doit avoir des éléments d'analyse critique, une méthodologie d'approche des réalités sociales, économiques et culturelles.

\*\*\*\*\*

(1) BAH-GAYN (Th.), Contribution à l'étude des relations entre tradition écrite et tradition orale dans le système éducatif centrafricain, Mémoire de DHEPS, Lyon II, 1980, p. 136.

4) Divers modèles de formation-éducation.

Après l'éducation - alphabétisation-formation comme activité menée en vue, à la fois d'accroître la polyvalence du paysan et de lui conférer une compétence précise et clairement déterminée, d'autres modèles aptes à permettre l'interprétation de ces phénomènes de formation et d'éducation existent. Nous n'en retiendrons qu'un seul, proposé par M. Avanzini (1).

Pour cerner le problème de formation et d'éducation des adultes, il différencie quatre principaux modèles :

- 1) le modèle F.A. qui tend à accroître la compétence initiale du sujet dans le domaine propre de son activité et au sein de son statut (F.A.= formation des adultes).
- 2) le modèle F.P. (formation permanente), pour lequel cette amélioration de la qualification initiale passe par l'évolution de la personnalité et la requiert.
- 3) le modèle E.A. (Education des adultes), qui vise à élargir la polyvalence, mais modifie le statut.
- 4) le modèle E.P. (Education permanente), le plus inclusif et ambitieux, dont le but est d'augmenter la polyvalence, mais en agissant sur la personnalité. Ainsi, résumons nous ces modèles par le tableau suivant:

\*\*\*\*\*

(1) Guy AVANZINI, Sciences de l'Education et Education permanente. Notes de Lecture in Archives de Sciences Sociales de la coopération et du développement, Octobre-Décembre 1978, n° 46.

	Formation	Education
Adultes	F.A.	E.A.
	- Stabiliser <u>l'avoir</u> à des fins <u>déterminées</u> .	- Stabiliser <u>l'avoir</u> à des fins <u>indéterminées</u> .
	- Techniques - savoir	- Connaissance générale
	- Programme précis-objectif à atteindre avec des horaires et cours magistraux.	- Accroître la polyvalence globale et variée.
	- Recyclage.	- Loisir d'apprendre et de connaître.
Permanente	F.P.	E.P.
	- Stabiliser <u>l'être</u> à des fins <u>déterminées</u> .	- <u>Destabiliser</u> l'être à des fins indéterminées.
	- Faire évoluer les possibilités d'être plus.	- Faire changer des comportements, des attitudes, des habitudes.
	- Visée professionnelle à long terme.	- plus inclusif, plus global
	- Recherche d'une identité perdue.	- Action sur l'être. Renouveau de la personnalité.

L'alphabétisation, disait Paolo Freire, "n'est pas seulement appropriation de la maîtrise lexicale mais étape d'un processus révolutionnaire qui inclut sans s'y réduire et ne trouve son sens que par son insertion dans une démarche de conscientisation, elle-même finalisée par le projet d'une transformation globale de la société" (1). L'éducabilité des adultes est différente de celle des enfants car il n'est pas cet être de raison apte à persévérer dans l'effort par le seul effet de

\*\*\*\*\*

(1) FREIRE (P), L'Education, pratique de la liberté, col. Terres de Feu, Paris, Cerf, 1971, 160 p.

la volonté. L'objet de son éducation doit être immédiatement perceptible et il a besoin aussi d'un soutien proprement affectif de la part des animateurs.

L'étude menée jusqu'à présent a permis de faire l'inventaire des problèmes qui se posent à la population paysanne et aux animateurs-formateurs de l'alphabétisation ; leur solution permettrait aux individus concernés de transformer de façon favorable leur genre de vie, d'améliorer leur niveau de vie, de devenir des participants effectifs dans l'effort de développement économique, social et culturel du pays. Cette étude nous a permis d'identifier les besoins éducatifs, de définir les objectifs à atteindre, le recrutement et les différents types de formation. Cette recherche des problèmes, des freins au développement rendra possible l'élaboration du programme d'éducation - alphabétisation-formation ; ainsi le programme doit-il être axé sur les réalités de la vie quotidienne des paysans.

#### Contenu du programme.

Le programme doit être intégré à l'étude du milieu, aux objectifs définis ensemble et à la visée pédagogique. Il devrait être organisé autour des secteurs suivants :

- Secteur géographique : étude du village, de la région, du pays et du reste du monde.
- Secteur historique : évolution de la population de la région et du pays, informer des luttes de résistances, pour la région de Bossangoa, la guerre de Kongo Wara (la guerre du manche de la houe) de 1928 à 1932.
- Secteur culturel : insister sur l'importance de la langue unique, sur l'oralité, l'écriture, la tradition.
- Secteur économique : faire prendre conscience de la place du monde rural dans la nation ; insister sur la priorité de l'agriculture : production, répartition-utilisation.
- Des séances sur la notion d'espace, d'intervalles égaux, de temps, de l'horaire, de la mesure, de la gestion d'entreprise agricole, considérer l'agriculture comme un métier, parler de l'utilité des voies de communication. Techniques et productivité.

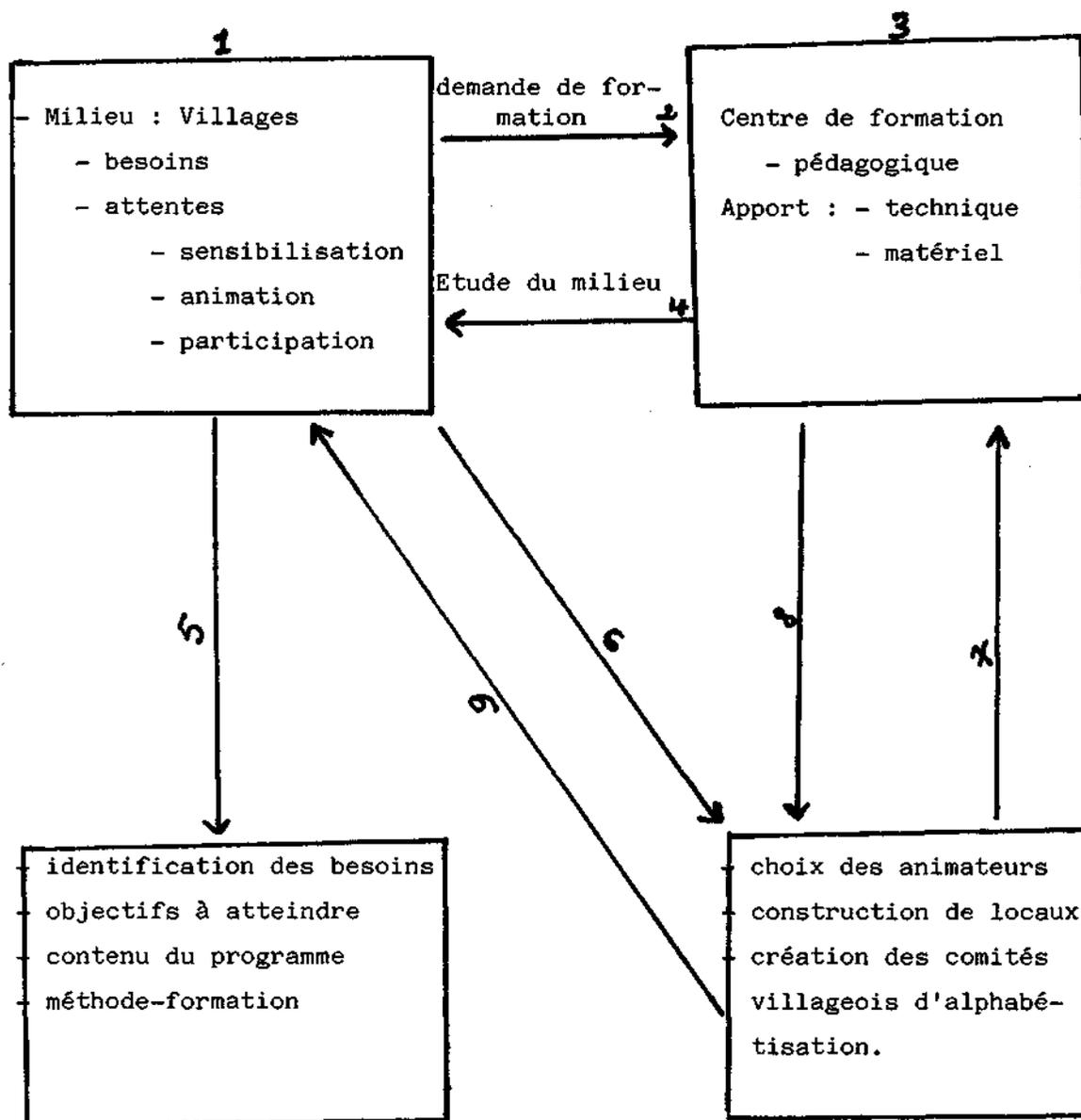
- Secteur social : insister sur le fléau de l'exode rural, le village, la famille, la communauté, la santé, l'hygiène.

Enfin, ce programme doit aboutir à une formation professionnelle déterminée et diversifiée.

Voici un exemple de discussion-formation que nous souhaitons répandre lors d'éducation-alphabétisation dans les zones rurales.

Problématique	Recherches des idées et des solutions	Résolutions
- Un village sans eau de boisson.	- Assemblée générale au village. Participation de tous sans exception (être vigilant).	- Partage des rôles.
Que faire ?	- Discussions	- Faire appel au service compétent.
	- Points de vue	- Faire le devis. Fixation du taux de participation par habitant
	- Propositions	.achat du ciment
	- Aménagement d'une source.	.achat des tuyaux
		- Ramassage des pierres
		- Ramassage du sable
		- Prévoir : brouettes, barre à mine, truelle, pelle, seau et Maçon.

Cette éducation-formation suppose le schéma suivant :



1- Le village x sent le besoin d'une éducation-formation et aspire à être autrement.

2-3 Ne pouvant pas s'auto-former, parce que analphabète à 80 %, formule une demande au centre de formation qui est habilité à fournir un apport pédagogique, technique et matériel.

4- Celui-ci envoie ses techniciens et experts étudier le milieu demandeur de formation.

5- Avec la communauté villageoise, ils identifient ensemble les besoins

à satisfaire, définissent les objectifs à atteindre, le contenu du programme et s'accordent sur une méthode d'application en fonction des études préliminaires.

6-7 Le village choisit les animateurs à former et sont envoyés au centre de formation.

8- Ces animateurs seront formés selon les besoins formulés lors de l'étude du milieu.

9- Une fois la formation achevée, les animateurs regagnent leurs villages d'origine pour y participer à l'éducation-formation souhaitée unialement par les adultes.

Cette éducation - alphabétisation-formation, au lieu d'utiliser le système scolaire, doctoral, magistral, doit s'introduire dans la cour du village, qui apparaît comme le lieu par excellence d'une véritable auto-formation, à travers les échanges où les paysans parlent aux paysans, initiant les jeunes au savoir social à travers un choix d'images suggestives dont la force agit jusque dans les rêves.

La veillée constitue aussi le moment idéal où les problèmes mettant en jeu l'avenir de tout le village font l'objet d'une réflexion commune, où chacun apporte son point de vue, sa contribution (hommes-femmes). Seul, compte, dans ces veillées, le dialogue, où chacun retrouve la puissance de la parole et sa capacité d'interpellation. L'oralité permet de libérer en chacun le pouvoir de la parole à partir des questions d'intérêt vital, tous savent, puisque chacun a une parole à dire. Une telle expérience suppose une mise en question des animateurs-formateurs, mais ce n'est pas évident.

#### D - RECHERCHE DES ELEMENTS DE MOTIVATION EN VUE D'UNE "ANDRAGOGIE"-FORMATION

La méthodologie d'éducation-alphabétisation-formation partirait de ce que les paysans savent, de ce qu'ils connaissent et, surtout, de leur langage. Par conséquent, ils participeront à l'élaboration de programme de leur propre formation.

Depuis des années, tout est pensé et décidé pour eux. Aujourd'hui, les politiques voudraient les rendre responsables de la production, de leur avenir. Or ceux-ci ont intégré dans leur imaginaire, leurs réflexes, leurs comportements et leur mentalité, la domination.

L'intrusion du monde occidental avec son écriture, ses techniques et son administration a perturbé le monde paysan jusque là vivant en autarcie, en homogénéité culturelle et en diversité sociale communautaire. Dans ce système socio-culturel où exister, c'est co-exister, il n'y a de changement admissible pour l'individu qu'à partir du changement du groupe. C'est pourquoi toute activité doit être globale et non personnelle, ni sélective. C'est l'ensemble du groupe humain, de la communauté villageoise qui doit être amené à passer de l'analphabétisme à l'alphabétisme.

La méthodologie globale s'intègrerait :

- 1) au milieu qui introduirait une composante volontariste puisque la participation devrait être suscitée et soutenue, étant donné que l'on ne pouvait postuler une harmonie complète et une convergence spontanée entre les objectifs de la bureaucratie et les objectifs de la communauté paysanne concernée par le projet.
- 2) aux objectifs qui désigneraient l'analyse rigoureuse de l'articulation des moyens et des techniques de formation, aux buts économiques, culturels et sociaux qu'il s'agit d'atteindre.
- 3) à l'éducabilité qui consisterait à promouvoir la mise en relation la plus étroite possible des apprentissages en lecture, écriture et calcul avec des problèmes à résoudre et de fournir aux paysans des instruments d'analyse critique.

La méthodologie devrait évoluer selon les phases suivantes:

1ère phase	2e phase	3e phase	4e phase
- observation	- prise de conscience de la réalité par l'approche globale.	- demande de formation.	- auto-évaluation par les paysans.
- inventaire		- formation	Bilan mensuel et annuel.
- analyse		- application	
- identification des besoins et des attentes des paysans sans.	- compréhension et classification des observations.	- transformation dans la vie de nouvelles acquisitions	Evaluation : .économique .sociale .culturelle .pédagogique
		- expérimentation des nouvelles observations permettant de modifier les comportements et attitudes.	

Cette méthode ne serait applicable que pendant les périodes où le travail des champs n'absorberait pas le temps et les énergies à part entière. Pour que les savoir-faire soient acquis en temps opportun, il faudrait tenir compte de l'emploi du temps des paysans. La formation devrait se faire en séquences et le programme en thèmes successifs. Ainsi l'éducation - alphabétisation-formation consisterait donc à construire et régler des programmes par la considération prioritaire d'objectifs à réaliser.

Généralement les décisions à prendre en matière d'objectifs et de son application reviennent à la technocratie qui intervient jusque dans le détail des actions de formation. Aujourd'hui, on essaie de prendre en considération la capacité des paysans à contribuer à atteindre les objectifs assignés ensemble. On assiste ainsi à l'introduction de la notion de participation. Ce terme désigne "Tout ensemble systématisé de questions dont la solution, indissolublement théorique et pratique,

permet, dans une situation donnée, d'optimiser la contribution des sujets formés à la réalisation de l'objectif vers lequel est orienté le programme" (1).

Animation-Participation et Développement.

Il serait illusoire de croire que le développement agricole rural serait spontanément entraîné par les retombées d'une alphabétisation pure et simple des paysans. Le développement exige l'animation, la participation et l'enracinement dans la logique même du système rural de toutes les activités économiques, sociales et culturelles des paysans. Cette consistance et cette cohérence entre les activités et les paysans une fois remplies, pourront déclencher un processus de participation au développement, car la modernisation des activités économiques, sociales et culturelles en milieu rural est une tâche primordiale, mais elle reste précaire, si elle ne repose pas sur la participation effective des paysans, c'est-à-dire sur la volonté d'assurer eux-mêmes leur animation, leur formation et leur production. Tout cela demanderait un aménagement de l'espace rural qui supposerait le maintien d'une population permanente au village, la garantie des prix agricoles à la production, une politique dynamique de concertation entre ville et campagne, une amélioration de cadre de vie et une amélioration de l'environnement.

Que les ruraux se prennent en main, valorisent leur pays au lieu de tout attendre de l'extérieur. L'avenir des paysans dépendrait d'eux-mêmes à tous les niveaux grâce à leur capacité de réaction et d'adaptation aux réalités nouvelles. Le développement de la campagne ne se réalisera pas par décret mais par la confiance réciproque entre les paysans et les instituteurs. Cette confiance suppose :

- un renforcement du pouvoir de décision des paysans,
- une participation effective des deux partenaires,
- et une animation ou ré-animation du village.

Cette animation ou ré-animation, selon Houée, "consiste à mobiliser les énergies à la base et seulement à la base dans un accompagnement d'opérations d'aménagement ou d'organisation économique, pour lesquelles on désire la participation de la population et de ses élus" (2).

\*\*\*\*\*

(1) Evaluation globale du Programme expérimental mondial d'alphabétisation (PEMA), document technique III, UNESCO, 1975, ED-75/WS/70, p. 14.

(2) HOUEE Paul, Quel avenir pour les ruraux ?, Paris, Ed. Economie et Humanisme, Ed. Ouvrières, 1974, p. 149.

Cette animation doit être globale et non plus fonctionnelle, ni sélective. Elle doit intégrer l'effort villageois dans les perspectives des objectifs définis ensemble. Notion vague et ambiguë, réalité controversée, l'animation est pourtant une fonction fondamentale de la vie en commun dans la perspective développementale. On peut la définir "comme l'action qui vise à rendre les groupes conscients, solidaires, agissants responsables ; son objectif majeur est d'améliorer les communications entre les hommes, de favoriser l'adaptation au changement et d'assurer le développement individuel et collectif. Par conséquent, "Animer, c'est susciter ou activer un dynamisme qui est tout à la fois, biologique et spirituel, individuel et social ; c'est engendrer un mouvement qui passe par l'intérieur des êtres et donc par l'intérieur de leur liberté. De l'extérieur, on peut contraindre et diriger ; mais sans communication par le dedans, on ne peut pas animer" (1). Ainsi l'animation est-elle un éveil, une préparation du milieu par une prise de conscience globale de la situation locale et nationale. Cela implique une participation des intéressés à leur propre animation et à leur propre formation.

Cette participation pourrait être conçue sous diverses formes et selon des structures, de types de recrutement et des attentes différents. Elle supposerait le concours effectif de tous les habitants du village sans acception de personne. Les supports culturels, associatifs et communautaires devraient être libérés et utilisés pour mener à bien ces opérations éducatives décrites antérieurement. L'éducation - alphabétisation-formation ferait développer des activités à finalités éducatives et économiques existantes dans les structures de participation villageoise. Cela permettra aux paysans de prendre en charge leur propre vie, de gérer eux-mêmes leurs besoins.

L'éducation - alphabétisation-formation ferait attention aux différents types de participation (2).

- La participation de fait "qui est un groupe d'âges de famille, de religion ou d'association qui se mettent ensemble pour travailler, pour renforcer leurs coutumes selon un règlement des idéaux communs. Les rites et les coutumes sont formalisés dans les règles de conduite et des statuts.

\*\*\*\*\*

(1) THERY (H), Garrigou Lagrange (M), Equiper et animer la vie sociale, Paris, Centurion, 1966, p. 14.

(2) MEISTER Albert, Alphabétisation et développement, le rôle de l'alphabétisation fonctionnelle dans le développement économique et la modernisation. Paris, Ed. Anthropos, Vol. Sociologie et Tiers Monde, 1973, 269 p.

- La participation volontaire : est un groupe de personnes de taille plus importante, plus ou moins organisé et structuré, qui aspirent à satisfaire des besoins nouveaux.

- La participation provoquée ou suscitée par conscientisation aux problèmes et aux besoins nouveaux par des animateurs exogènes pour un projet de développement.

Ces buts ainsi atteints, l'animateur/formateur disparaîtrait pour permettre une auto-animation et une self-reliance.

Le monde rural de la région de Bossangoa a besoin d'une alphabétisation globale, qui s'inspirerait d'une démarche déductive et devrait avoir comme auxiliaire l'audio-visuel, intégré à la linguistique appliquée pour mettre en place des automatismes. La fonctionnalité de l'alphabétisation limita le paysan dans un projet venu de la bureaucratie, alors que l'alphabétisation devrait tendre vers un développement global participé. Ce développement économique exige une culture pour lui assigner des fins car celle-ci précède l'économique. Pour se réaliser, le développement a besoin d'une animation-participante. Celle-ci consisterait "à faire accepter le changement en l'humanisant, en greffant sur la croissance économique nécessaire des objectifs sociaux qui tiennent compte des disparités, des réticences et des coûts humains de l'adaptation" (1).

"La marmite commence toujours à bouillir par le fond, jamais par le couvercle", dit un vieux proverbe paysan ; cela signifie que tout projet de développement doit partir de la base et revenir à la base ; bien qu'il soit "l'arrachement pénible à un ordre établi et la marche risquée vers un équilibre incertain : un peuple l'accepte sous la pression des contraintes, des contradictions qui l'obligent, plus encore par l'attraction des projets qu'il se donne" (2). Le développement est un projet difficile s'il est exogène ; sa réalisation dépend de son intégration dans les structures sociales, économiques et culturelles des paysans.

Enfin, l'éducation - alphabétisation-formation mettrait l'accent sur le contenu politique dans le sens d'une libération de l'homme : la prise de conscience de sa propre condition préluant à la recherche de la

\*\*\*\*\*

(1) HOUEE Paul, Quel avenir pour les ruraux, p. 159.

(2) Ibid, p. 170.

maîtrise de son milieu, de sa transformation et de son développement. C'est l'approche "dialogique" qui devrait privilégier les discussions sous forme de palabre et des veillées. Cela créerait un circuit d'échanges d'idées et d'expériences entre les participants. La formation envisagée dans l'éducation-alphabétisation ne viserait pas uniquement l'accumulation des connaissances ou la transmission des recettes magiques pour pallier des situations d'urgence, mais il s'agirait de susciter une pédagogie (ou andragogie) du regard ensemble pour des désirs communs. L'homme a besoin des communautés pour s'exprimer et pour célébrer ses peines et ses joies. L'éducation devrait renforcer la cohésion sociale, susciter la production collective et s'ouvrir aux autres car le développement n'a d'autre finalité qu'une "société où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous" (1).

La méthode globale, comme solution aux problèmes de l'intégration des paysans au processus du développement rural, nous paraît probante, car l'expérience et l'intuition de l'adulte doivent être prises en compte dans l'élaboration du programme d'alphabétisation. Diversifiée celle-ci lui permettrait participation et responsabilité dans l'acte de développement.

"Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est adopter une nouvelle philosophie du développement rural en Afrique Noire. Il est grand temps, en effet, de considérer les paysans africains pour ce qu'ils sont : non pas des enfants (encore moins de grands enfants !) mais des adultes responsables, non pas une cire vierge qu'il s'agirait de modeler mais des hommes chargés d'expérience, ayant réussi pendant des générations à maintenir un équilibre fragile dans des conditions difficiles ; non pas des individus isolés, mais des communautés solidaires. C'est à ce prix, à ce prix seulement, qu'un nouveau départ est possible" (2). Si les programmes d'alphabétisation n'accrochaient pas auprès des paysans, ce n'était pas parce qu'ils étaient trop incultes, mais au contraire parce qu'en face des problèmes posés à l'agriculture, ils n'offraient que des remèdes dérisoires. Ce qu'il s'agit de proposer ce n'est pas "fais ce qu'on te dit, tu verras les résultats" mais une nouvelle stratégie

\*\*\*\*\*

(1) MARX (K) cité par HOUEE (P) in Quel avenir pour les ruraux, p. 166.

(2) BELLONCLE (G), Le chemin des villages, formation des hommes et développement rural en Afrique, Paris, l'Harmattan-ACCT, 1979, p. 74.

"d'auto-analyse, d'auto-organisation, d'auto-formation et d'auto-évaluation" (1). Les préjugés tels que "Avec ces gens-là, il n'y a rien à faire". "Ces gens-là ont tout à apprendre". Ces acquis erronés disparaîtront.

Tout éducateur des adultes devrait savoir qu'il ne travaille pas sur une tabula rasa. Ces hommes et femmes qu'il a en face de lui sont des paysans qui ont accumulé de génération en génération multe expériences dont il est indispensable de partir. Ils possèdent cette "science du concret". Le principal obstacle qui pourrait entraver l'action de développement serait l'absence de motivation chez les intéressés pour devenir alphabètes. La nouvelle méthode d'alphabétisation naîtrait d'une pédagogie fondée sur la connaissance psychologique des adultes. Car il en résulte qu'un savoir acquis dans une situation donnée n'est guère transféré à une situation différente permettant son application, limitant par là des possibilités effectives du progrès.

\*\*\*\*\*

(1) BELLONCLE (G), Le chemin des villages, formation des hommes et développement rural en Afrique, Paris, l'Harmattan-ACCT, 1979, p. 9.